

Annexe 2: Exposés et présentations

1. Heinz Fischer, Président fédéral de la République d'Autriche
2. Josef Moser, Président de la Cour des comptes autrichienne, Secrétaire général INTOSAI, Autriche
3. Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales (ONU DAES)
4. Enseignements tirés et recommandations que les ISC peuvent partager sur le suivi et la mise en œuvre des objectifs de développement du millénaire (ODM) pour les objectifs de développement durable (ODD)
 - Carman L. Lapointe, Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne des Nations Unies
5. L'Agenda de développement de l'après-2015 des NU : les moyens pour la mise en œuvre et le rôle des ISC
 - Martin Sajdik, Président du Conseil économique et social (ECOSOC)
6. Intervention de la présidence de l'INTOSAI
 - Zhang Tong, Vérificateur général adjoint et représentant de la présidence de l'INTOSAI
7. Attentes des parlements quant à leur coopération avec les ISC
 - Norah Babic, Union interparlementaire (UIP)
8. Attentes des gouvernements dans les ISC
 - Michael Linhart, Secrétaire général du Ministère fédéral de l'Europe, de l'intégration et des affaires étrangères
9. Nations Unies
 - Margaret Saner, Nations Unies, Comité d'experts de l'administration publique de l'ONU (CEPA)
10. Partenaires de développement : Attentes de la Coopération des bailleurs de fonds dans les ISC
 - Jennifer Thomson, Banque mondiale
11. Partenaires de développement : Attentes dans les ISC dans le cadre de la coopération bilatérale
 - Robert Zeiner, Agence de développement autrichienne (ADA)
12. Défis et opportunités pour les ISC quant au renforcement des capacités
 - Einar Gørrissen, Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)
13. Attentes de la part des citoyens dans les ISC
 - Amitabh Mukhopadhyay, Inde
14. Indépendance des ISC et développement durable
 - Marisela Márquez-Urbe, Mexique

15. Capacité requise des ISC à contrôler les objectifs de développement
 - Kimi Makwetu, Afrique du Sud
16. Mandat nécessaire des ISC afin de promouvoir la durabilité fiscale : audit de la performance des activités gouvernementales
 - Aroldo Cedraz de Oliveira, Brésil
17. Mandat nécessaire des ISC afin de promouvoir la durabilité fiscale : audit financier
 - Dr. Harib Saeed Al Amimi, EAU
18. Image véridique et fidèle des budgets des Etats pour augmenter la reddition des comptes en améliorant la gestion financière
 - Dr. Gerhard Steger, Autriche
19. Participation citoyenne dans l'audit pour le développement durable
 - Heidi L. Mendoza, Philippines
20. Sauvegarder le développement durable en réalisant des audits sur des thèmes non économiques
 - Tomaž Vesel, Slovénie
21. Expériences de la participation de l'ISC du Ghana dans l'audit du développement durable national
 - Roberta Kokui Bibiana Quarshie, Ghana
22. Audit convivial au développement : comment le travail des ISC peut-il contribuer à la croissance économique
 - Peter Gray, Royaume-Uni

23rd UN/INTOSAI Symposium23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 4 – 2

Topic | Thème | Thema | Tema | الموضوع

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :

le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:

Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:

Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:

دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BA: تقرير أساسي

prepared by | préparé par | verfasst von | elaborado por | من إعداد

SECRETARE GENERAL DE L'INTOSAI

Le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Dr. Josef Moser

Le thème du Symposium intitulé « Le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement dans le cadre de l'Agenda de développement de l'après-2015 » est d'une importance particulière car les ressources publiques se raréfient de plus en plus dans tous les domaines.

Il est donc de notre devoir à nous tous d'entreprendre tout notre possible pour que le développement durable ne soit pas uniquement assuré pour nous-mêmes et pour le fonctionnement de la structure étatique, mais en particulier pour que nous puissions créer un environnement durable pour nos enfants, qui leur permet de prendre leurs propres décisions, librement, sans l'héritage du passé.

Objectif du Symposium

L'objectif du Symposium est d'élaborer des réponses sous forme de conclusions et de recommandations en ce qui concerne les questions suivantes :

- Quelles sont les attentes concrètes des différentes parties prenantes comme les parlements, les citoyens, les gouvernements, les organisations d'aide au développement et, en particulier, les Nations Unies vis-à-vis des ISC en ce qui concerne le développement durable ?
- Quelles sont les conditions préalables pour les ISC pour qu'elles puissent participer de manière efficace à garantir un développement durable ? Et :
- Quels sont les moyens dont disposent et quelles sont les expériences acquises des ISC pour participer de manière efficace à l'Agenda de développement de l'après-2015 ?

Il est impératif de répondre à ces questions puisque toute une série de documents et de décisions des Nations Unies formulent de manière explicite des attentes vis-à-vis des ISC, émettent des conditions pour les ISC et énoncent des possibilités pour les ISC dans le cadre de l'Agenda de développement de l'après-2015. Il s'agit des documents suivants :

- la résolution A/66/209 de l'Assemblée générale des Nations Unies de décembre 2011,
- la résolution de Pékin de l'INCOSAI 2013,
- la déclaration ministérielle de l'ECOSOC et la résolution de l'ECOSOC de 2014,

- le rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies sur l'Agenda de développement de l'après-2015 de décembre 2014,
- la proposition actuelle des ODD, ainsi que dernièrement
- la résolution A/69/228 de l'Assemblée générale des Nations Unies de décembre 2014.

Ces documents soulignent de manière explicite l'importance des ISC en ce qui concerne la promotion de l'efficacité, la reddition des comptes et la transparence dans l'administration publique ainsi que la contribution des ISC à réaliser, d'une part, les objectifs de développement tant nationaux qu'internationaux et, d'autre part, l'Agenda de développement de l'après-2015.

Attentes vis-à-vis des ISC

Dans ce contexte, les attentes des citoyens, parlements, gouvernements, des partenaires au développement et des Nations Unies vis-à-vis des ISC sont nombreuses ; attentes auxquelles nous devons répondre en tant qu'ISC. Nous avons tous en commun d'assurer la transparence, la reddition des comptes et de garantir l'image véridique et fidèle des budgets ; telle est l'attente principale vis-à-vis des ISC dans la réalisation des objectifs de durabilité.

Conditions pour répondre aux attentes

Répondre à ces attentes présuppose que

- les ISC disposent d'une indépendance financière, organisationnelle et matérielle suffisante et soient, en particulier, indépendantes des entités contrôlées,
- les ISC disposent des capacités nécessaires dont elles ont besoin pour vaquer à leurs activités, et que
- les systèmes de comptabilité nécessaires pour illustrer la situation financière réelle de l'État présentent une image véridique et fidèle de celle-ci.

Actuellement, ces conditions ne sont pas réunies dans tous les domaines. Des déficiences existent, en particulier quant à l'indépendance, aux mandats de contrôle et aux capacités des ISC ainsi qu'en ce qui concerne la fiabilité de la comptabilité publique.

Surmonter les lacunes relevées représente une contribution efficace pour garantir un développement durable. A cette fin, il est décisif que les États s'y engagent dans le cadre de l'Agenda de développement de l'après-2015 et y intègrent

- l'indépendance des ISC
- le renforcement des capacités des ISC, et

- l'amélioration de la comptabilité publique
comme principaux éléments.

Ainsi, ces éléments seraient-ils à mettre en œuvre de manière concrète d'ici 2030, et leur application soumise à un suivi et à une évaluation.

Moyens pour les ISC

Cela permettrait aux ISC de réaliser non seulement des audits financiers et des audits de conformité, mais en particulier des audits de performance. C'est la seule façon pour les ISC de répondre, vis-à-vis des décideurs politiques, aux principales questions contenues dans les ODD comme la lutte contre la pauvreté, les soins de santé ou encore l'éducation, en l'occurrence pour savoir :

- si les moyens publics ont été utilisés de manière légitime, économique, efficiente et efficace
- quelles erreurs ont été commises et
- comment ces erreurs peuvent-elles être évitées à l'avenir ?

De plus, les ISC peuvent rendre la situation financière réelle des États transparente par le contrôle des états financiers sur la base d'une comptabilité publique appropriée, en présentant une image complète des finances publiques par le biais d'un résumé intégré de tous les résultats pertinents aux finances publiques, qui

- illustre la situation de trésorerie
- montre la consommation et l'afflux des ressources et
- qui confronte le passif à l'actif.

A cet égard, l'une des conditions pour les ISC est qu'elles doivent se renforcer mutuellement dans le cadre d'évaluations appropriées par les pairs pour renforcer l'indépendance. Un point de départ serait le projet d'évaluation par les pairs sur l'indépendance de la cour des comptes d'Autriche avec l'Agence autrichienne du développement, actuellement en phase de lancement dans toutes les régions de l'INTOSAI.

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

Draft Opening Statement by

MR. WU HONGBO
UNDER-SECRETARY-GENERAL FOR ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS
SECRETARY-GENERAL FOR THE THIRD INTERNATIONAL CONFERENCE ON
FINANCING FOR DEVELOPMENT

23RD UN/INTOSAI SYMPOSIUM
UN Post-2015 Development Agenda: The Role of SAIs and
Means of Implementation for Sustainable Development

Vienna, 2 March 2015

[INTRODUCTION]

Secretary-General of INTOSAI Mr. Josef Moser,
Ambassador Martin Sajdik and President of the UN Economic and Social Council,
Ms. Carman Lapointe, my colleague and Under-Secretary-General for the United Nations
Office of Internal Oversight Services,
Mr. Martin Chungong, Secretary General of Inter-Parliamentary Union,
Mr. Zhang Tong, Deputy Auditor General of China, and Representative of the INTOSAI
Chair,
Excellencies,
Distinguished Delegates,
Ladies and Gentlemen,

It is a pleasure to be back here in this beautiful city of Vienna for the 23rd
UN/INTOSAI Symposium.

I thank INTOSAI for collaborating with the United Nations in organizing this
important event.

The 23rd UN/INTOSAI Symposium is timely.

Its overall theme “the role of Supreme Audit Institutions and means of
implementation for the sustainable development” reflects the importance the United Nations
and our INTOSAI partners attach to supreme audit institutions in advancing sustainable
development.

[SDGS AND POST-2015 DEVELOPMENT AGENDA]

In September this year, world leaders will convene in New York the United Nations
Summit to adopt the post-2015 development agenda. This universal agenda, for
implementation by developed as well as developing countries, will aspire to bring about

transformative change - to how we grow our economies, advance social development, fight climate change and protect our planet.

With 17 sustainable development goals (SDGs for short) and 169 related targets proposed for further elaboration and likely inclusion, , the post-2015 development agenda will be an ambitious, visionary and historic one.

Secretary-General Ban Ki-moon, in his Synthesis Report submitted to the Member States last December, captured this agenda through an integrated set of six essential elements:

- (i) ensuring dignity - by ending poverty and fighting equality;
- (ii) focusing on people – in order to ensure healthy lives and inclusion of women and children;
- (iii) achieving prosperity – by growing a strong and inclusive economy;
- (iv) protecting our planet and ecosystems for all societies and our children;
- (v) advancing justice by promoting safe and peaceful societies and strong institutions; and
- (vi) strengthening partnerships to catalyse global solidarity for sustainable development.

Driving this ambitious and transformative agenda is our shared desire for a better and more sustainable future.

The final document of the post-2015 development is being elaborated through an intensive consultation and negotiation process, starting from January and continuing every month through September. My department has been coordinating UN system technical inputs to this intergovernmental process.

[IMPLEMENTATION]

Importantly, much of the ongoing deliberation is focused on monitoring, review and implementation, including means of implementation.

There is growing expectation that the 17 goals and 169 targets are likely to be the core of the post-2015 development agenda.

However, successful implementation of this agenda will, by no means, be an easy undertaking.

It will require an enabling environment, including accountable institutions and the rule of law.

It is worth noting that an honest and responsive government was identified among the top priorities by the 7 million people who participated in the online survey titled “Million Voices”.

Indeed, Member States have heard this voice Goal 16 of the proposed SDG aims to “Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels.”

Member States and the public at large have both underscored the critical role of effective and accountable institutions in implementing the post-2015 development agenda.

The Secretary-General further emphasized the critical role of monitoring frameworks, drawing attention to oversight mechanisms such as supreme audit institutions and oversight functions by legislature.

[ROLE OF SAI]

Supreme audit institutions (SAI) are at the core of effective, accountable and inclusive institutions.

In this regard, the lessons learned during the last fifteen years of the Millennium Development Goals (MDGs) will serve us all, as we contemplate the challenges ahead.

We look forward to hearing more about those lessons from my colleague, Under-Secretary-General Lapointe.

Looking ahead, I believe supreme audit institutions will play an even more important role in supporting the implementation of SDGs.

The SDGs are broader in scope, ranging from hunger, poverty, health, education, gender equality, to water and sanitation, to energy, economic growth, infrastructure, industrialisation, and to urbanisation, consumption, climate change, oceans and seas, our ecosystems, as well as means of implementation and global partnership.

As I just mentioned, SDG 16 addresses inclusive and accountable institutions,

As far as supreme audit institutions are concerned, I see three aspects relating to implementation of such a broad agenda.

First, given the competing demands for resources to implement SDGs and related targets, financial resources dedicated to SDGs must be utilized efficiently.

In this regard, supreme audit institutions will need to continue strengthening their traditional financial and compliance auditing functions to help ensure that public resources are allocated and spent efficiently and effectively for advancing the implementation of the SDGs.

Second, integration will be a critical challenge in the implementation of the post-2015 development agenda. This is by no means a new problem. We must learn from the past and avoid silo mind-set and approach to implementation.

To this end, supreme audit institutions will need to devote more resources to performance audits, ensuring that public institutions perform their functions in a coherent and integrated manner, with accountability, efficiency, effectiveness, and economy.

Third, we anticipate that developing countries will require scaled-up support, including capacity building support.

The international community must therefore help developing countries enhance capacity to develop and strengthen the independence of supreme audit institutions for fostering public accountability.

[GA RESOLUTION]

As you may be aware, the General Assembly already issued a call to action when it adopted in December 2014 a resolution on *Promoting and fostering the efficiency, accountability, effectiveness and transparency of public administration by strengthening supreme audit institutions*.

By that resolution, the General Assembly calls upon Member States to “give due consideration to independence and capacity-building in respect of supreme audit institutions, and to the improvement of public accounting systems in the post-2015 development agenda.”

The Department of Economic and Social Affairs, working closely with key partners, including INTOSAI, is committed to supporting national efforts, particularly in developing countries, to foster efficient, transparent and accountable public governance and administration.

This joint Symposium is one such effort. I consider this Symposium a good opportunity for broad discussions and fruitful exchanges on what lessons learned and advice national supreme audit institutions can give.

In the field of audit and inclusive and accountable governance, the international community will look upon organisations such as INTOSAI and its strong membership to help disseminate successful country experiences on what works and what is needed to change the course.

[CONCLUSION]

Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

I would like to conclude my remark, as I did last month in New York at a panel discussion on supreme audit institutions, with one more quote from the Secretary-General’s Synthesis Report.

I quote:

“We must now embrace a culture of shared responsibility ... The new paradigm of accountability that we seek is ... one of all actors...Governments, international institutions, private sector actors and organizations of civil society — and in all countries, the people themselves. This is the real test of people-centred, planet-sensitive development”

End of quote.

I thank you for your attention.



23rd UN/INTOSAI Symposium

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development (Lessons learned from MDGs)

**Vienna, Austria
2-4 March 2015**

**Carman L. Lapointe
Under-Secretary-General for Internal Oversight,
United Nations Secretariat
Lapointeoios1@un.org**





Evaluation results for MDGs

- Goals and targets established for MDGs
- Measurement mechanisms not foreseen; capacity gaps not resourced
- Monitoring and evaluation framework evolved over time, varied considerably
- No provision for rigorous evaluation
- Inter-agency Expert Group on MDGs played an important consolidating role



2014 Status on MDGs Progress (DESA compilation of data)

Goals and Targets	Africa		Asia				Oceania	Latin America and the Caribbean	Caucasus and Central Asia
	Northern	Sub-Saharan	Eastern	South-Eastern	Southern	Western			
GOAL 1 Eradicate extreme poverty and hunger									
Reduce extreme poverty by half	low poverty	very high poverty	moderate poverty	moderate poverty	very high poverty	low poverty	very high poverty	low poverty	low poverty
Productive and decent employment	large deficit	very large deficit	moderate deficit	large deficit	very large deficit	large deficit	very large deficit	moderate deficit	moderate deficit
Reduce hunger by half	low hunger	high hunger	moderate hunger	moderate hunger	high hunger	moderate hunger	moderate hunger	moderate hunger	moderate hunger
GOAL 2 Achieve universal primary education									
Universal primary schooling	high enrolment	moderate enrolment	high enrolment	high enrolment	high enrolment	high enrolment	moderate enrolment	high enrolment	high enrolment
GOAL 3 Promote gender equality and empower women									
Equal girls' enrolment in primary school	close to parity	close to parity	parity	parity	parity	close to parity	close to parity	parity	parity
Women's share of paid employment	low share	medium share	high share	medium share	low share	low share	medium share	high share	high share
Women's equal representation in national parliaments	moderate representation	moderate representation	moderate representation	low representation	low representation	low representation	very low representation	moderate representation	low representation
GOAL 4 Reduce child mortality									
Reduce mortality of under-five-year-olds by two thirds	low mortality	high mortality	low mortality	low mortality	moderate mortality	low mortality	moderate mortality	low mortality	low mortality
GOAL 5 Improve maternal health									
Reduce maternal mortality by three quarters	low mortality	very high mortality	low mortality	moderate mortality	moderate mortality	low mortality	moderate mortality	low mortality	low mortality
Access to reproductive health	moderate access	low access	high access	moderate access	moderate access	moderate access	low access	high access	moderate access
GOAL 6 Combat HIV/AIDS, malaria and other diseases									
Halt and begin to reverse the spread of HIV/AIDS	low incidence	high incidence	low incidence	low incidence	low incidence	low incidence	low incidence	low incidence	low incidence
Halt and reverse the spread of tuberculosis	low mortality	moderate mortality	low mortality	moderate mortality	moderate mortality	low mortality	high mortality	low mortality	low mortality
GOAL 7 Ensure environmental sustainability									
Have proportion of population without improved drinking water	high coverage	low coverage	high coverage	moderate coverage	high coverage	high coverage	low coverage	high coverage	moderate coverage
Have proportion of population without sanitation	high coverage	very low coverage	low coverage	low coverage	very low coverage	moderate coverage	very low coverage	moderate coverage	high coverage
Improve the lives of slum-dwellers	moderate proportion of slum-dwellers	very high proportion of slum-dwellers	moderate proportion of slum-dwellers	high proportion of slum-dwellers	high proportion of slum-dwellers	moderate proportion of slum-dwellers	moderate proportion of slum-dwellers	moderate proportion of slum-dwellers	—
GOAL 8 Develop a global partnership for development									
Internet users	high usage	moderate usage	high usage	high usage	moderate usage	high usage	moderate usage	high usage	high usage



Key Lessons Learned

- Need for clear monitoring and evaluation objectives, role/responsibility definitions, and coordination mechanisms
- Strategy for multilateral and bilateral support for national capacity development, including mobilization of sufficient resources
- Provision for formal evaluative inquiry

Using Program/Thematic Impact Pathways (PIPs/TIPs)

What are they and how do we use them in OIOS?

Logical pathways to manage risks and measure success

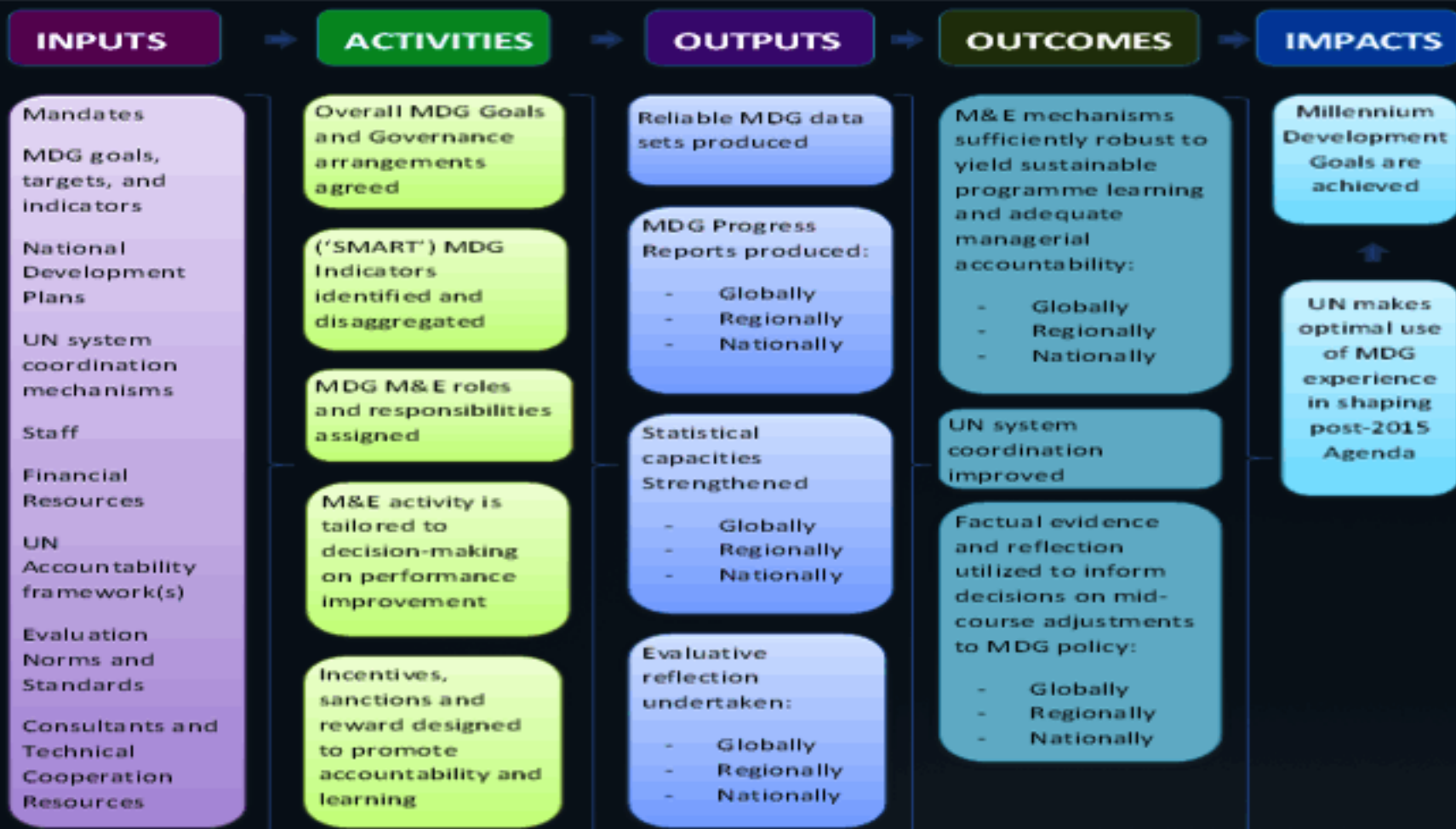
Inputs	Activities	Outputs	Outcomes	Impacts
Resources we have, develop or adopt to do our work	Things we do day to day	Products we produce	Changes we influence	Long-term changes
Examples: Staff, \$\$\$, procedures, systems, standards	Planning, recruiting, coordinating, consulting, supervising, QA reviews	Reports, results, advice, updates, summaries, recommendations	Assurance, informed decision- making, awareness	Stronger, more effective delivery of all programs, improved lives

Performance targets set and monitored for each element;
Used in OIOS divisions and for programs evaluated.



MDG M&E thematic framework

Figure V: Thematic Impact Pathway (TIP): Monitoring and Evaluation of MDG Progress





Complexity of MDGs vs SDGs

	MDGs	SDGs
Number of Goals	8	17
Number of Targets	20	126
<i>At multiple levels: national, regional and global</i>		



Accountability: not a bad word!

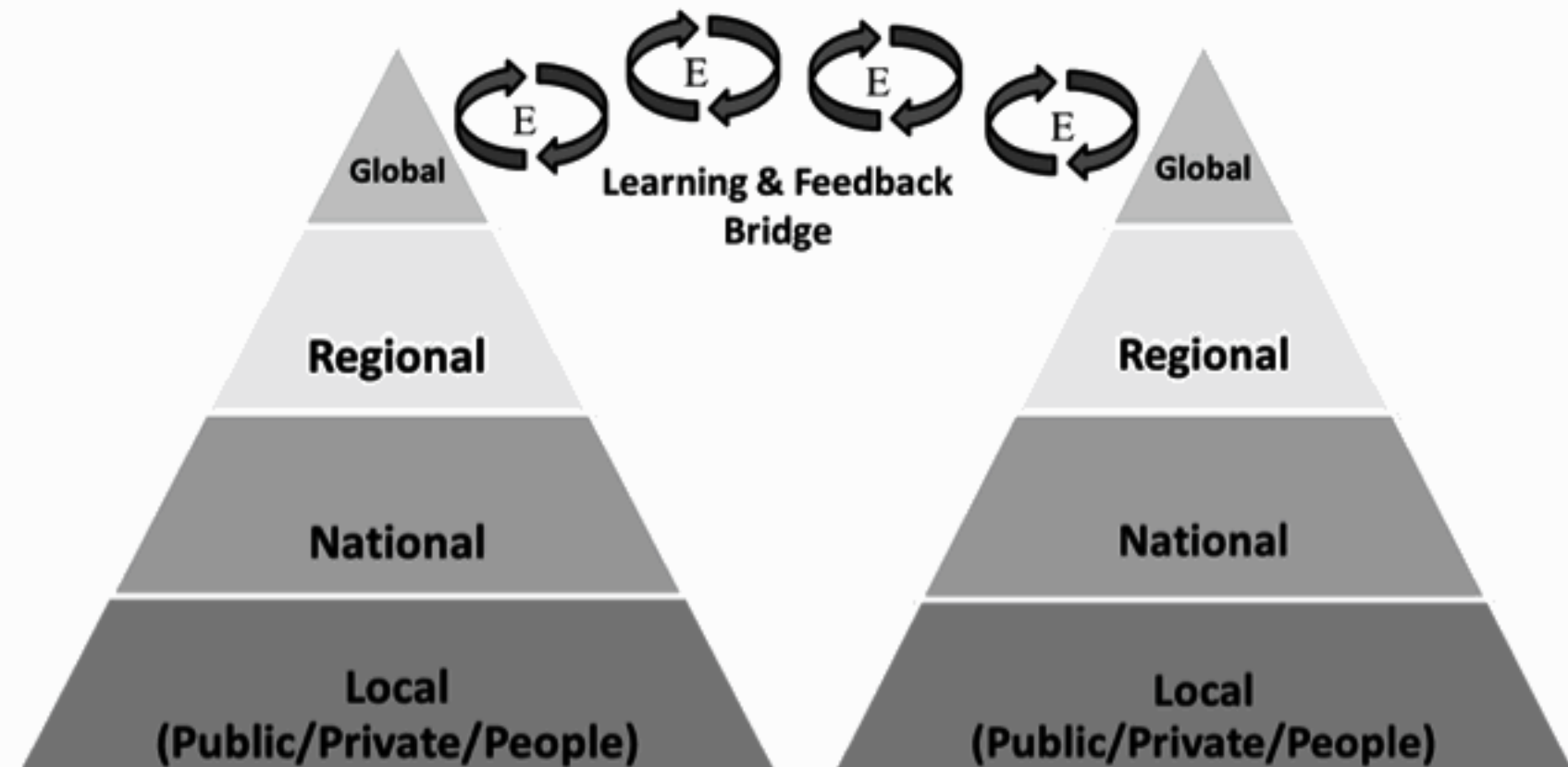
- Often perceived as one stakeholder's exercise of control over another
- Perceptions vary at local, national, regional and global levels
- Interpretation of the concept of *mutual accountability* remains inconsistent



Evaluation: a bridge between Monitoring & Accountability ?

Monitoring

Accountability





UN System MDG Framework

GLOBAL

Secretary-General

- Accelerating Progress towards the MDGs
- Report on the Work of the Organization

Chief Executives Board (CEB)

- MDG Country Reviews

IAEG on MDG Indicators*/DESA

- The Millennium Development Goals Report (annual)
- MDG Indicator Database (IAEG/DESA)
- MSE of Development Account Projects

MDG Gap Task Force

- MDG Gap Task Force Report (since 2008)
- Integrated Implementation Framework (tracking financial and policy support)

Individual UN entities eg World Bank, UNICEF, UN Women etc.

- A variety of monitoring outputs ie: Global Monitoring Report and MDG Gender & others , and numerous UN entity evaluation outputs

REGIONAL

ESCWA

ECA

ECE

ESCAP

ECLAC

+ partners

- Regional MDG Reports
- Regional MDG Databases

Regional Coordination Mechanism (RCM)

NATIONAL

UNDP/UN Country Team

- Support of MDG Country reports
- MDG Acceleration Framework Action Plans and Reports

Other sources of M&E info

- MDG Achievement Fund
- Millennium Villages Project
- Global Partnership for Education
- Every Women Every Child



Critical Role of SAIs for SDGs

- SAIs' independence permits 'honest broker' assessments. SAIs are best placed to:
 - Promote consistency and discipline in measurement
 - Understand national priorities, context, identify gaps
 - Enhance national, regional and global data reliability
 - Signal course change requirements to stakeholders

Opportunities also exist to strengthen collective results by collaborating with UN System oversight bodies to share methodologies, identify challenges



23rd UN/INTOSAI Symposium

THANK YOU

Post-2015 Entwicklungsagenda der VN: Möglichkeiten zur Umsetzung und die Rolle von ORKB

Martin Sajdik, Präsident des ECOSOC

Es gilt das gesprochene Wort

Sehr geehrter Herr Bundespräsident,
sehr geehrter Herr Generalsekretär Moser,
sehr geehrter Herr Untergeneralsekretär Wu,
sehr geehrte Frau Untergeneralsekretärin Lapointe,
meine sehr verehrten Damen und Herren,

Ich möchte mich sehr herzlich für die Einladung zu dieser so außerordentlich wichtigen Veranstaltung bedanken.

Im kommenden Herbst werden die Staats- und Regierungschefs der Mitgliedstaaten der Vereinten Nationen die Post-2015-Entwicklungsagenda verabschieden. Die neue Agenda soll einen Katalog von Zielen nachhaltiger Entwicklung (Sustainable Development Goals) umfassen. Die Ziele sollen aktionsorientiert, global ausgerichtet und auf alle Länder anwendbar sein. Im Juli 2014 haben die Mitgliedstaaten der Vereinten Nationen in einer intergouvernementalen Offenen Arbeitsgruppe einen Vorschlag für 17 derartige Nachhaltigkeitsziele erarbeitet. Nach aktuellem Stand werden diese Ziele wohl nicht mehr weiterverhandelt, sondern im Großen und Ganzen so übernommen werden.

Insofern ist neben der Frage, was nach 2015 erreicht werden soll, jetzt vor allem die Frage, wie diese Ziele umgesetzt werden sollen, von entscheidender Bedeutung. Mit anderen Worten: Um die erwünschte Wirkung zu erzielen, muss die internationale Gemeinschaft ab 2016 Aufschluss über die Fortschritte bei der Umsetzung der Post-2015-Entwicklungsagenda erhalten.

Vor diesem Hintergrund beschlossen die Staats- und Regierungschefs 2012 im Rahmen der Konferenz der Vereinten Nationen über nachhaltige Entwicklung in Rio de Janeiro, ein Hochrangiges Politisches Forum zu Nachhaltiger Entwicklung (High-level Political Forum on Sustainable Development, HLPF) einzurichten. Das in weiterer Folge in einer

Resolution der Generalversammlung der Vereinten Nationen formulierte Mandat spricht dem Forum eine politische Führungsrolle bei der Umsetzung nachhaltiger Entwicklung zu. Das Forum soll jährlich auf Ministerebene unter der Schirmherrschaft des Wirtschafts- und Sozialrats, also des ECOSOC, dessen Vorsitz Österreich derzeit innehat, bei den Vereinten Nationen tagen. Das Mandat des Forums sieht ab 2016 einen regelmäßigen Review-Prozess vor, der die Fortschritte bei der Umsetzung der Post-2015-Ziele nachhaltiger Entwicklung weiterverfolgen und überprüfen soll. Auf freiwilliger Basis sollen sich dabei die Mitgliedstaaten der Vereinten Nationen darüber austauschen, wie globale Ziele national umgesetzt werden und welche Praktiken sich dabei bewährt haben.

Meine Damen und Herren,

es herrscht breiter Konsens darüber, dass es mit der Review auf der Ebene der Vereinten Nationen nicht getan ist. In der Einleitung des Berichts der Offenen Arbeitsgruppe zu den Nachhaltigkeitszielen heißt es, dass die Mitgliedstaaten der Vereinten Nationen nach Verabschiedung der Ziele im September 2015 aufgefordert werden sollen, diese in nationale Ziele zu übersetzen. Auch deshalb werden die Reviews des Hochrangigen Politischen Forums zu Nachhaltiger Entwicklung so nah wie möglich an die nationalen Gesetz- und Entscheidungsträger sowie an die nationale und lokale Umsetzungssphäre rücken müssen. Die Review der Umsetzung der Post-2015-Entwicklungsagenda muss daher ein Mehr-Ebenen-Prozess, unter Einbeziehung der regionalen und vor allem auch der nationalen Ebene, sein.

Auf der regionalen Ebene könnten die vorhandenen regionalen Kommissionen der VN bei der Sammlung und Zusammenstellung von Beiträgen aus den einzelnen Ländern behilflich sein und, so die Mitgliedstaaten das wollen, regionale Reviews durchführen. Gerade bei vergleichbaren Ländern, die in den regionalen Kommissionen zusammengefasst sind, kann der Austausch von nationalen Erfahrungen und „best practice“ bedeutenden Mehrwert erzeugen.

Auf der – wie erwähnt besonders wichtigen – nationalen Ebene stehen als Akteure, neben den Regierungen, Zivilgesellschaft, Privatwirtschaft, Parlamente und nicht zuletzt die Obersten Rechnungskontrollbehörden als

Instrumente der Überwachung und Überprüfung der Nachhaltigkeitsziele bereit. Dabei wird es darauf ankommen, dass die Beiträge all dieser Akteure auf allen Ebenen – national, regional und auf Ebene der Vereinten Nationen – entsprechend berücksichtigt werden.

Meine Damen und Herren,

dass gerade die Obersten Rechnungskontrollbehörden in den Prozess der Überwachung und Überprüfung der Post-2015 Entwicklungsagenda einbezogen werden sollen, liegt auf der Hand: Oberste Rechnungskontrollbehörden stellen die öffentliche Rechenschaftspflicht sicher. Sie schaffen insofern die Voraussetzungen zur Erfüllung der Nachhaltigkeitsziele und leisten damit einen wesentlichen Beitrag zur Umsetzung der Post-2015-Entwicklungsagenda. Die Arbeit der Obersten Rechnungskontrollbehörden stärkt das Vertrauen der Bevölkerung in die Regierungen und in die öffentliche Verwaltung. Oberste Rechnungskontrollbehörden sind zudem ein Grundpfeiler der Rechtsstaatlichkeit, wie sie auch in Nachhaltigkeitsziel 16 zu effektiven, rechenschaftspflichtigen und inklusiven Institutionen verankert ist.

Die Bedeutung der öffentlichen Finanzkontrolle und der Rolle unabhängiger nationaler Oberster Rechnungskontrollbehörden für die Post-2015 Entwicklungsagenda wird durch die kürzlich von der VN-Generalversammlung angenommene Resolution zur Förderung der Effizienz, Rechenschaftspflicht, Wirksamkeit und Transparenz der öffentlichen Verwaltung durch die Stärkung der Obersten Rechnungskontrollbehörden unterstrichen.

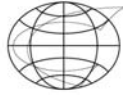
Die Obersten Rechnungskontrollbehörden können sich in ihrem länderübergreifenden Netzwerk der Internationalen Organisation der Obersten Rechnungskontrollbehörden (INTOSAI) über Erfahrungen institutioneller oder inhaltlicher Natur austauschen. Die INTOSAI hat sich bereits als entsprechende Plattform etabliert, wovon die soeben erwähnte Resolution – übrigens eine österreichische Initiative – ebenfalls mit Anerkennung Kenntnis nimmt. Wie gut dieser Erfahrungsaustausch funktioniert, davon legt gerade die heutige Veranstaltung in beeindruckender Weise Zeugnis ab. Es ist auch dieser

internationale Erfahrungsaustausch, der dazu beitragen kann, die globalen Ziele in Zukunft zuverlässiger umzusetzen.

Meine Damen und Herren,

Bei der Überwachung und Überprüfung der Umsetzung der Post-2015-Entwicklungsagenda ist, wie ich dargelegt habe, die nationale Ebene von entscheidender Bedeutung. Entsprechend wichtig ist die Kontrollfunktion unabhängiger nationaler Oberster Rechnungskontrollbehörden. Zweifellos wird somit den Obersten Rechnungskontrollbehörden eine, um nicht zu sagen: unerlässliche Rolle bei der Umsetzung der Post-2015-Entwicklungsagenda zukommen.

Dass SAIs sich auf diese Rolle erst vorbereiten müssen, sich zusätzliches Verständnis von Nachhaltigkeit und der Post 2015-Agenda erst aneignen müssen, steht, glaube ich, außer Zweifel. Daher ist gerade auch bei SAIs das oft geforderte „institution building“ sicherlich notwendig. Herzlichen Dank für Ihre Aufmerksamkeit.

23rd UN/INTOSAI Symposium23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 4 - 2

الموضوع | Tema | Thema | Thème | Topic

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :

le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:

Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:

Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:

دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Allocution d'ouverture du président de l'INTOSAI

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BASE | تقرير أساسي

من إعداد | elaborado por | verfasst von | préparé par | prepared by

CHINE

Résumé de l'allocution tenue par M. Zhang Tong, représentant du président du Comité directeur de l'INTOSAI lors du 23^{ème} Symposium ONU/INTOSAI

Promouvoir le développement durable est un objectif commun à tous les pays et toutes les ISC. Toutes ces années, l'INTOSAI a entrepris de grands efforts pour soutenir les ISC à œuvrer pour la promotion du développement durable. Dans le cadre de l'objectif qui est d'améliorer la gouvernance nationale, la CNAO a encouragé efficacement le développement économique et social durable en Chine.

I. « Regain de normalité » de la croissance économique chinoise

Malgré la gravité de la situation économique internationale et les pressions à la baisse exercées en raison de la restructuration économique au niveau national, le produit national brut de la Chine a augmenté de 7,4 % en 2014. La croissance entraîne des changements positifs dans les ajustements structurels économiques, des accomplissements majeurs à approfondir les réformes, et des améliorations significatives des moyens d'existence des personnes. Le développement économique en Chine vit un « regain de normalité », ce qui veut dire qu'après 30 ans de croissance rapide, l'économie chinoise se dirige vers un système avec des formes plus avancées, une division de travail plus compliquée et une structure plus raisonnable.

II. Rôle positif joué par les ISC à promouvoir le développement économique durable

En 2014, les institutions de contrôle en Chine ont accéléré leurs efforts à mener des audits, et ont réalisé des missions de contrôle auprès de 130.000 entités à travers tout le pays. Après ces audits, plus de 400 milliards de *yuan* (65 milliards de dollars américains) ont été recouvrés, plus de 3.800 cas ont été transférés à des autorités compétentes, et plus de 3.400 questions de règlement ont été améliorées.

Les projets majeurs d'audit suivants ont été réalisés par la CNAO en 2014 : 1. Contrôle en temps réel du développement économique ; 2. Contrôle de la gestion des

finances publiques et de l'exécution budgétaire ; 3. Divulgence des risques dans l'économie et la société ; 4. Audit des fonds publics clés et des projets liés aux moyens d'existence des personnes ; 5. Audit des ressources et de l'environnement ; 6. Audit de responsabilité.

III. Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies

L'indépendance et le renforcement des capacités des ISC ainsi que l'amélioration des systèmes de comptabilité publique devraient être ajoutés à l'Agenda de développement de l'après-2015 des NU. C'est ce dont le développement durable a grandement besoin. Nous recommandons également inclure la *Déclaration de Pékin*, de pair avec les *Déclarations de Lima* et de *Mexico* dans l'Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies.

Pour que les ISC puissent jouer leur rôle qui est de promouvoir le développement durable, nous avons besoin de sagesse collective et d'efforts communs. Nous utiliserons la plateforme INTOSAI pour pouvoir partager, dialoguer et coopérer avec toutes les parties, et apporter notre sagesse et nos efforts afin de promouvoir davantage la bonne gouvernance et le développement durable.

23rd UN/INTOSAI Symposium23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا ، 4 - 2

Topic | Thème | Thema | Tema | الموضوع

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :

le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:

Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:

Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:

دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Attentes des gouvernements vis-à-vis des ISC

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BA: تقرير أساسي

prepared by | préparé par | verfasst von | elaborado por | من إعداد

MINISTÈRE FÉDÉRAL DE L'EUROPE, DE L'INTÉGRATION ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

« Exigences des gouvernements envers les Institutions supérieures de contrôle des finances publiques »

Dr. Michael Linhart, Secrétaire général du ministre fédéral de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires étrangères

Dans son rapport de synthèse, le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Ban Ki Moon, a défini la promotion de sociétés sûres et pacifiques avec des institutions fortes comme l'un des 6 éléments essentiels de l'Agenda de développement de l'après-2015.

Le Secrétaire général des Nations Unies exige explicitement le renforcement des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC), qui doivent surveiller si les investissements sont effectivement utilisés pour garantir le développement durable du pays.

- L'Agenda de développement de l'après-2015 représente actuellement le thème de discussion mondial le plus important dans le domaine du développement et de la durabilité.

Il prépare une stratégie ambitieuse pour concevoir dans les 15 prochaines années un monde plus juste, plus durable et plus sûr.

- L'Autriche participe activement au processus de négociation afin de mettre en place l'Agenda de développement de l'après-2015.

Au niveau national, un document de base a été élaboré, qui formule les priorités clés autrichiennes sous forme d'un « catalogue de 10 points ».

Parallèlement aux négociations en cours qui se déroulent à Bruxelles et à New York, des décisions et briefings ont lieu entre les ministères, les institutions publiques et la société civile.

- L'Autriche salue en particulier l'approche universelle de l'Agenda de développement de l'après-2015, qui prévoit que tous les États doivent assumer leur responsabilité et que tous les acteurs pertinents, y compris la société civile, doivent être impliqués.

Nous nous engageons pour une approche basée sur les droits de l'homme en formulant tous les objectifs, y compris pour l'égalité des sexes et la non-discrimination, en tenant compte en particulier des groupes marginalisés comme les enfants et les personnes avec un handicap.

De plus, l'Autriche plaide pour l'égalité des trois piliers du développement durable, en l'occurrence les affaires sociales, l'économie et l'environnement.

- Par la signature du document final lors du Sommet qui se tiendra à New York cet automne, tous les États du monde vont manifester leur disponibilité à mettre en œuvre l'Agenda de développement de l'après-2015 aux niveaux nationaux.

- Différentes institutions se pencheront sur la surveillance nationale de l'Agenda de développement de l'après-2015 et seront responsables de diverses tâches :

Ainsi, les fonctions de contrôle au niveau politique et du contenu seront-elles gérées par les gouvernements, parlements et autres, tandis que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques comme

organes de contrôle des finances publiques seront appelées à contrôler la gestion financière de l'administration publique.

- Le contrôle continu qui servira à voir comment l'administration publique utilise les ressources à disposition de manière efficace, économique, ciblée et transparente dans le but de réaliser les objectifs représente une contribution substantielle et importante de la part des institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans le monde.
- La condition pour qu'une institution supérieure de contrôle puisse remplir sa tâche dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda de développement de l'après-2015 sera que des objectifs clairs et des indicateurs que l'on peut mesurer soient mis à disposition.
- Les négociations en la matière pour définir le catalogue des objectifs dans le cadre de l'Agenda de développement de l'après-2015 se tiennent actuellement à New York et doivent être décidées lors du Sommet de l'après-2015 au mois de septembre.

D'ici là, le coffret d'indicateurs doit également être prêt dans ses grandes lignes.

- Le catalogue des objectifs sujet à négociations fait de manière générale fortement référence dans les objectifs 16 et 17 aux institutions fortes, transparentes et responsables.

Et le rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies souligne même explicitement la nécessité de renforcer les cours des comptes comme mécanismes nationaux de contrôle.

- Elle sera en outre appelée à faire constamment rapport des résultats de ses contrôles, et participera ainsi à informer le public de l'état actuel de la mise en œuvre de l'Agenda de développement de l'après-2015.
- Pour remplir leurs tâches, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques doivent être à même de soumettre tous les domaines pertinents de l'administration publique nationale à un contrôle et de mettre à disposition du public les résultats du contrôle.

Pas toutes les institutions supérieures de contrôle des finances publiques dans le monde ne sont dotées de cette compétence.

- Pour que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques puissent agir comme instrument de contrôle applicable dans le monde entier, qui parviennent à des résultats comparables, des efforts doivent être entrepris dans le but d'amener les institutions supérieures de contrôle des finances publiques à un même niveau à l'échelle internationale.
- A cet égard, il faudra réfléchir à l'échelle internationale comment l'indépendance des institutions supérieures de contrôle des finances publiques peut être favorisée et ses capacités renforcées.

A ce sujet, sur initiative de l'Autriche, une résolution des Nations Unies a été adoptée intitulée « Promouvoir l'efficacité, le respect du principe de responsabilité, l'efficacité et la transparence dans les administrations publiques en renforçant les institutions supérieures de contrôle des finances publiques ».

- L'Autriche continuera de s'engager pour que les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, dans le cadre de l'Agenda de développement de l'après-2015, puissent jouer le rôle qui leur incombe dans l'esprit de la bonne gouvernance, et pour qu'elles puissent réaliser leurs tâches avec les capacités dont elles disposent.

UNCEPA: Expectations of the International Community

**Margaret Saner CBE
Chair, UNCEPA**

**23rd UN/INTOSAI Symposium
Vienna 2015**

INTRODUCTION

UN Committee of Experts in Public Administration (UNCEPA)

- 24 Members, elected on a personal basis
- Provide advice and support to ECOSOC
- SDGs very welcome but a step change.
- Successful implementation requires a realistic assessment of the risks & appropriate response.

A Quick Look Back to April 2014

Three Themes identified when we looked at the effectiveness of the implementation of the MDGS

- Strengthening national and local capacities for sustainable development management;
- Promoting leadership, innovation and risk management for sustainable development;
- Invigorating the professionalism and morale of the public service.

Strengthening National and Local capacities for sustainable development management

- Goals (SDGs) capable of translation and adaptation at national and local levels in accordance with the conditions and priorities of each country
- Success in this complex process will require ***capable institutions responsible for analysing, coordinating, regulating and implementing public policy responses to economic, social and environmental issues at national and local levels and at the same time capable of identifying and mitigating risks to governance and therefore to implementation.***

Potential Challenges

- The difficulties encountered in implementing the MDGS have not necessarily gone away or been overcome.
- In some countries capability may have worsened in the last few years.
- The nature of the SDGs, the 'people centred', localised approach presents new challenges.
- The number of Goals and Targets could diffuse focus and resources, making achievement more difficult.

Promoting Leadership, Innovation and Risk Management for Sustainable Development

- Given the dynamism and complexity of ever more challenging demands on public administrations, institutions should be enhanced ***to create innovative environments, agile approaches, experimentation and a collaborative culture, both sharing and creating knowledge.***
- ***Skilful use of scientific, technological and analytical tools supports decision making and reduces risks***

Invigorating Professionalism and Morale

- Citizen engagement makes new demands on public servants and requires ***particular attitudes, skills and behaviour*** which may need to be developed.
- ***Knowing when and how to engage stakeholders in policymaking processes*** and the ability to use a range of engagement approaches, including e-participation is essential.
- Civil society actors and technical experts, independent and effective journalists, amongst others, can enhance public debate and decision making when effectively involved.

CEPA 2015 AGENDA

- **Building trust in government in pursuit of sustainable development goals, what will it take?**
 - Redefining relationships to support participatory governance and responsive public service delivery, including through e-solutions
 - Strengthening innovation, prioritisation, informed decision-making and integration of policy development processes for enhanced impact
 - Promoting accountable institutions, ethical leadership and integrity to enhance confidence in efforts to deliver sustainable development

The Network of Effective Governance

- Effective governance is achieved through a complex network of mechanisms which establish rights, standards, transparency and redress.
- Public Servants operate inside this Network and rely on the existence of legislation, standards, codes of conduct etc to play their part in establishing and following the principles of effective governance.
- SAIs are one of the 'anchor points' of this network and both public servants and citizens rely on SAIs for integrity and impartiality.

This is why CEPA called for continued cooperation with SAIs

'Risks to Governance and Therefore to Implementation'

- Obvious risks eg corruption, fraud, theft
- Less obvious; misuse of power, negligence, apathy, Mismanagement of resources, poor decision making, fragile systems, inadequately trained staff, oversight, omission.....

Arguably many of these can in part be prevented by robust evidence gathering and as a result of professional and effective guidance and auditing.

Meaningful implementation of the SDGS will require informed decision making based on evidence and on appreciation of effectiveness of systems and

methodologies

Expectations Of SAIs

- Integral Element of the Enabling Framework that will enable the Implementation of the SDGs.
- Through your role and expertise a vital contribution towards;
 - Design and Scoping
 - Identifying and Managing Risks
 - Challenge and Option Generation through Evidence
 - Audit – of Processes, Systems and Methodologies

Expectations Of SAIs - 2

- An element of the network of Governance and one, perhaps the one, that must draw strength from its own;
 - Professional Standards and Code of Conduct
 - Independence
 - Deep knowledge and skills and yet also the ability to work collaboratively and across systems and themes.
- Now is the time to invest in preparation – in order to be ready to assist as Countries begin to wrestle with the process of implementing the SDGs.


Expectations Of SAIs - 3

- Focussed and Resourceful
 - Intervene where it will have greatest impact
 - Deploy staff effectively, consider alternative organisational responses and designs
 - Challenge what is not present as well as audit/evaluate what has been done
 - Rebuild confidence and trust in government through effective governance.

Clearly others also bear responsibility but SAIs have a unique position and capability with huge potential to make a difference for Citizens.

Thank You


<http://www.unpan.org/cepa.asp>



23rd UN/INTOSAI Symposium


Donor Cooperation Expectations from SAIs

Jennifer Thomson
Chief Financial Management Officer, The World Bank
Chair (Donor) of the INTOSAI-Donor Cooperation Steering Committee



INTOSAI-Donor Cooperation MOU


- Signed in Brussels - October 2009 – INTOSAI and 22 donors
- Aim of the MOU - To have a common approach to providing development support to SAIs around the globe for accelerating strengthening of audit capacity in fragile, least developed countries so that there is sustained improvement in accountability
- A INTOSAI-Donor Steering Committee (SC) guides the program of development supported by the MOU and is co-chaired by SAI and donor representatives




Donor Cooperation Expectations from SAIs

2


MOU Guiding Principles




SAI Community will endeavor to develop country-led comprehensive, realistic, and prioritized Strategic Plans and Development Action Plans.




INTOSAI will endeavor to achieve the strategic goals set out in the INTOSAI Strategic Plans.




Donor Community commits to respect SAI country leadership, independence in developing and implementing Strategic Plans and Development Action Plans of SAIs.



Donor Community will endeavor to mobilize additional resources for development and implementation of SAI's Strategic Plans and Development Action Plans, and deliver support in a manner consistent with the principles of this MoU.



Donor Community commits to deliver support for audit capacity building programs in a harmonized, coordinated Manner.

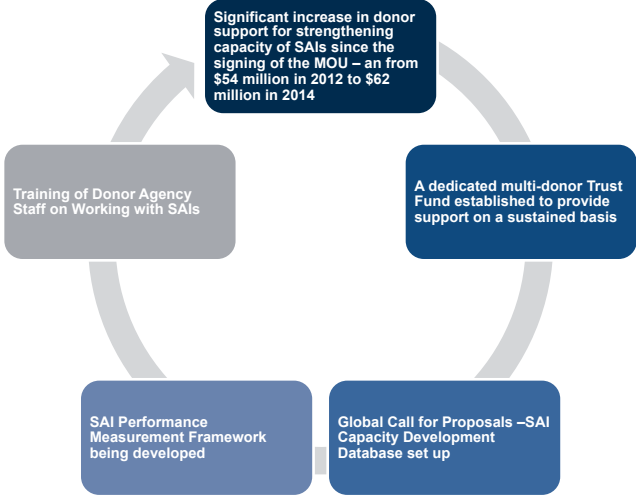



Donor Cooperation Expectations from SAIs

3

INTOSAI-Donor Cooperation MOU

Major Achievements to-date





Donor Cooperation Expectations from SAIs

4

Fundamental Drivers of the Donor Cooperation

- Role of the SAIs in enhancing management of public funds, and reducing waste of public resources to improve service delivery and to reduce poverty

- Weak Capacity - Different diagnostics have consistently revealed the need for strengthening SAIs in many countries



WORLD BANK GROUP

Donor Cooperation Expectations from SAIs

5

Donor Cooperation Expectations from SAIs

Leadership - Develop country-led comprehensive, realistic Strategic Development Plans

Commitment – To building sound institutional capacity and implementing their Strategic Development Plans

Collaboration – continual learning amongst SAIs and their key stakeholders

Model of Integrity and Transparency – setting the standard



WORLD BANK GROUP

Donor Cooperation Expectations from SAIs

6

Donor Cooperation Expectations from SAIs

SAIs should perform their duties independently

INTOSAI – Lima Declaration and Mexico Declaration SAI Independence (2007)

UN General Assembly Resolution A/66/209 (December 2011)

Carry out quality comprehensive audits of public funds and service delivery

Deliver timely reports accessible to the public

Promote effectiveness, accountability and transparency for sustainable development



WORLD BANK GROUP

Donor Cooperation Expectations from SAIs

7



WORLD BANK GROUP

Thank You



23rd UN/INTOSAI Symposium23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 4 – 2

Topic | Thème | Thema | Tema | الموضوع

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :

le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:

Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:

Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:

دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Attentes des partenaires de développement dans les ISC dans le cadre de la coopération bilatérale

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BASE | تقرير أساسي

AGENCE DE DEVELOPPEMENT AUTRICHIENNE

« Attentes des partenaires de développement dans les ISC dans le cadre de la coopération bilatérale »

M. Robert Zeiner, Directeur Programmes et Projets internationaux, Agence autrichienne au développement

C'est un plaisir et un honneur pour moi de m'adresser à vous aujourd'hui et de vous parler sur les attentes des partenaires de développement dans et expériences avec les ISC dans le cadre de la coopération bilatérale.

Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que la reddition des comptes est un élément crucial de la coopération au développement. Elle n'est pas négociable, et quand je dis reddition des comptes, je veux dire **responsabilité mutuelle** : responsabilité entre les États, mais également responsabilité partagée entre la société civile, les gouvernements et le secteur privé.

Dans le cadre de l'efficacité du développement, la reddition des comptes et la transparence ont été déclarées principes centraux à l'occasion du **Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan**, à la fin de l'année 2011. A Busan, il a été convenu que les informations ouvertes, complètes et prospectives sur les ressources pourvues par la coopération au développement devraient être fournies publiquement. Cela signifie une plus grande transparence dans la gestion financière publique, y compris la divulgation des revenus, budgets et dépenses. Les partenaires de la coopération au développement ont convenu évaluer en commun le progrès en appliquant ces engagements par des évaluations mutuelles.

Au niveau des Nations Unies, l'**Assemblée générale** a également reconnu le rôle crucial que jouent les ISC à promouvoir l'efficacité, la responsabilité, l'efficience et la transparence de l'administration publique, ce qui, à son tour, permet d'atteindre les objectifs de développement tant nationaux qu'internationaux. Dans une **résolution** du mois de décembre 2014, l'Assemblée a reconnu le rôle des ISC qui est d'encourager la responsabilité gouvernementale quant à l'exploitation des ressources et leur performance à atteindre les objectifs de développement. La mission permanente d'Autriche de concert avec le Royaume du Maroc, la République de Corée et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ont également organisé une **réunion-débat sur le sujet, ce 21 janvier 2015**, au siège des Nations Unies à New York, afin de mettre davantage l'accent sur ce sujet.

Tenant compte de ces engagements au niveau international, l'Autriche a soutenu – ensemble avec d'autres bailleurs de fonds - l'**INTOSAI** depuis 2010 à hauteur d'un montant total de 600.000 EUR. Ceci est fait avec l'objectif de renforcer le contrôle du secteur public dans les pays partenaires. Nous sommes convaincus qu'il s'agit d'une activité clé renforçant les capacités qui complète l'intervention financière destinée directement aux pays partenaires, par exemple par le biais d'un soutien budgétaire. L'appel à propositions permet d'accroître les connaissances et le partage d'information entre les parties prenantes en ce qui concerne les besoins des ISC de

développer les capacités dans les pays partenaires, et ce afin d'assurer que les initiatives de développement des capacités soient coordonnées et complémentaires – non seulement à l'échelle internationale, mais également au niveau régional et national.

Le contrôle indépendant et la surveillance figurent parmi les principales priorités dans le domaine de la bonne gouvernance. Par conséquent, l'Autriche a soutenu l'ISC du **Bhoutan** depuis 2012 dans ses efforts qui visent à renforcer le professionnalisme dans le domaine de la prestation de services de contrôle. Jusqu'à ce jour, 22 nouveaux manuels de contrôle ont été produits pour assurer la cohérence des méthodologies d'audit. En ce moment, 163 commissaires aux comptes ont reçu une formation en cours d'emploi sur les nouveaux manuels de contrôle.

En outre, l'Autriche est engagée à soutenir le **développement des capacités dans la lutte contre la corruption** en coopération avec l'Académie internationale de lutte contre la corruption à Laxenburg (Autriche). De plus, ensemble avec l'ONUDC, la fonction de contrôle des organisations de la société civile est renforcée en Afrique. Outre le renforcement de la surveillance financière, l'Autriche soutient le fonctionnement efficace **des capacités et de la surveillance parlementaires** à travers la coopération entre les parlements d'Autriche et du Mozambique.

Pour conclure, un contrôle efficace par les ISC est une condition préalable cruciale pour soutenir les partenaires au développement, en particulier lorsque **le soutien budgétaire et l'appui budgétaire sectoriel** représentent les voies qui ont été choisies.

Dans ce contexte, nous croyons résolument que des questions telles la lutte contre la **corruption, le blanchiment de capitaux et l'évasion fiscale** ainsi que l'arrêt **de la circulation financière** requièrent une attention urgente. Une application efficace de la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que des mesures en vue de surmonter les obstacles lorsqu'il s'agit de rendre les biens volés doivent devenir des sujets prioritaires de la coopération au développement. Les systèmes de gestion financière publique doivent être professionnels et fiables pour assurer une prestation de services efficace aux citoyens et créer un environnement digne de confiance pour les investissements.

Considérant que le **secteur privé** joue un rôle de plus en plus important dans la coopération au développement et qu'il sera crucial pour mobiliser le pouvoir transformateur des ressources privées et des investissements à long terme, les investissements responsables et comptables du financement privé doivent être assurés et appuyés de manière appropriée.

A cet égard, le **Rapport de synthèse du Secrétaire général** sur le cadre de **l'après-2015** reconnaît également que les ISC doivent jouer un rôle important pour s'assurer

que les gouvernements utilisent les ressources de manière efficiente et efficace dans l'intérêt de leurs citoyens. Ce rapport souligne également le rôle critique des cadres de révision et de suivi, attirant davantage l'attention sur les mécanismes nationaux de surveillance, tels les institutions de contrôle et le contrôle législatif.

Sans aucun doute, les ISC continueront à jouer un rôle crucial dans la coopération au développement, et nous sommes résolument engagés à poursuivre notre soutien.

23rd UN/INTOSAI Symposium

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

23^e Symposium ONU/INTOSAI

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

23. VN/INTOSAI Symposium

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

23° Simposio NU/INTOSAI

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

الندوة 23 للأمم المتحدة والانتوساي

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 4 – 2

Topic / Thème / Thema / Tema / الموضوع

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :

le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:

Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:

Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:

دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Défis et possibilités pour les ISC de renforcer les capacités

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BASE تقرير أساسي

prepared by | préparé par | verfasst von | elaborado por من إعداد

INTOSAI DEVELOPMENT INITIATIVE

Il est de plus en plus reconnu qu'une ISC efficace et indépendante est un élément essentiel de tout système de gestion des finances publiques. Elle permet d'assurer une mobilisation et une utilisation juste, efficace et équitable des ressources publiques. Toutefois, pour l'acquies de ses responsabilités, l'ISC doit être dotée du mandat et des compétences requis ; son indépendance doit être garantie ; et elle doit être dotée des ressources et capacités nécessaires pour remplir son mandat, et satisfaire aux normes professionnelles appropriées.

Les données de l'inventaire mondial de l'IDI ainsi que des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEFA), qui datent de 2014, indiquent que la performance des ISC s'est améliorée dans la plupart des indicateurs et groupes de revenus par pays au cours de ces dernières années. Malgré cette tendance positive, il reste beaucoup de travail à réaliser pour soutenir les ISC dans leurs efforts qui visent à atteindre leur potentiel afin d'être au service des citoyens, selon les principes stipulés dans la norme ISSAI 12 sur la valeur et les avantages des ISC.

L'initiative de développement de l'INTOSAI s'est efforcée de soutenir les plus de 140 pays en développement membres de l'INTOSAI à renforcer leurs capacités et leur performance. S'appuyant sur l'expérience de l'IDI et sur le retour des ISC, ce document avance six facteurs importants susceptibles de façonner le paysage du développement des capacités des ISC :

- *Reconnaissance accrue du rôle des ISC et soutien du développement des capacités pour les ISC*

Les parties prenantes comprennent de plus en plus le rôle clé que jouent et devraient jouer les ISC à promouvoir le développement, la prestation de services, à atténuer la pauvreté, et sous-tendre les principes de la bonne gouvernance, de la responsabilité et de la transparence. Ceci reflète la prise de conscience améliorée en ce qui concerne l'importance d'avoir des ISC efficaces et indépendantes comme éléments clés dans : 1) la gestion des finances publiques, b) le renforcement des relations entre l'État et la société et c) la gestion des risques fiduciaires des bailleurs de fonds et de l'efficacité pour le développement. L'engagement accru de l'INTOSAI dans l'architecture du développement mondial et le partenariat avec plus de 20 partenaires au développement sous l'égide la Coopération INTOSAI – bailleurs de fonds ont contribué au fait que l'accent a été davantage renforcé pour le développement des capacités des ISC. Par conséquent, les données montrent qu'il y a eu une hausse du niveau de financement mis à disposition pour soutenir le développement des capacités des ISC, qu'un nombre croissant d'ISC fournit de l'aide bilatérale, que les régions de l'INTOSAI sont en train d'être renforcées et qu'un nombre croissant de partenaires au développement commence à s'investir dans les efforts déployés par les ISC à développer les capacités.

- *L'importance de la durabilité et de l'aide fondée sur les besoins*

Les inventaires mondiaux de l'IDI de 2010 et de 2014 soulignent l'importance que les ISC attachent aux principes fondés sur les besoins et à l'aide durable pour le développement réussi des capacités des ISC. Ceci fait écho aux expériences de l'IDI, en l'occurrence que l'aide devrait adhérer aux principes suivants :

- Elle doit être fondée sur les besoins des ISC, et ancrée dans les Plans stratégiques des ISC
 - Elle doit être admise et gérée par les ISC (le fournisseur étant le facilitateur)
 - Elle doit permettre l'engagement de la direction pour l'initiative (avant, durant et au-delà du programme)Elle doit tenir compte de l'analyse d'économie politique
 - L'aide doit être réalisée à long terme et être prévisible
 - Les efforts doivent être axés sur les capacités professionnelles, organisationnelles et institutionnellesElle doit constituer une masse critique de personnel des ISC
 - Les efforts doivent être axés sur la mise en œuvre pratique des compétences et du suivi
 - L'aide des bailleurs de fonds et prestataires du développement des capacités doit être coordonnée, et doit avoir recours aux évaluations pour l'apprentissage
- *L'importance du leadership des ISC*

Un leadership fort et engagé représente un facteur de réussite déterminant pour le développement de toute organisation. C'est la haute direction d'une ISC qui donne le ton essentiel au développement efficace des capacités et aux résultats fournis. L'importance de travailler avec la direction de l'ISC figure de plus en plus à l'ordre du jour de la communauté des ISC. L'AFROSAI-E travaille sur un programme de leadership exécutif, et l'IDI est en cours de lancer une initiative de jeune leadership. Explorer les voies et moyens pour renforcer la direction actuelle et future des ISC, et donc leur aptitude à traiter avec les parties prenantes en améliorant l'impact du travail réalisé par les ISC, deviendra vraisemblablement un domaine auquel on apportera une attention particulière à l'avenir.

- *Les normes ISSAI et les Déclarations des NU comme plateformes pour le développement des capacités des ISC*

L'introduction d'un ensemble complet de normes ISSAI associé avec les récentes résolutions des NU sur l'indépendance des ISC représente un progrès majeur dans le développement de l'INTOSAI. Les normes et résolutions sont des outils qui ont le potentiel d'accroître de manière substantielle l'uniformité, la crédibilité et la qualité du contrôle du secteur public. Elles permettent également de développer la profession des commissaires aux comptes du secteur public par le biais d'un mécanisme de certification de ceux-ci, sous les auspices de l'INTOSAI. Les normes n'auront toutefois que l'incidence souhaitée si elles sont appliquées au niveau des ISC. Mettre en œuvre les normes, entre autres les normes ISSAI 1 et 10 sur l'indépendance des ISC, qui, du moins à court terme, sont largement en dehors du contrôle direct des ISC, est une entreprise constituant un défi et à long terme. Comme l'a montré l'inventaire mondial de 2014, l'appui apporté aux normes ISSAI et en vue de mettre en œuvre et renforcer l'indépendance des ISC est très recherché

par la communauté des ISC. Tandis que ce sont des domaines qui représentent un défi, prendront du temps et exigeront des ressources considérables, ils sont essentiels afin de renforcer à long terme la performance de la communauté des ISC pour qu'elles puissent fournir de la valeur aux citoyens.

- *Les ISC témoignent de la pertinence*

Les ISC « qui témoignent de la pertinence aux citoyens, parlements et autres parties prenantes constituent l'un des piliers de la norme ISSAI 12 sur la valeur et les avantages des ISC ». Rester pertinent signifie assurer une communication efficace avec les parties prenantes et réagir, entre autres, aux environnements changeants et risques émergents. Les résultats de l'inventaire mondial de l'IDI de l'année 2014 illustrent que les ISC sont de plus en plus impliquées dans le développement des capacités, et expriment le souhait de bénéficier d'un appui afin de traiter avec les parties prenantes clés et de renforcer leurs capacités dans des domaines spécialisés tels que les secteurs de la TI, la dette publique, les industries extractives, leur permettant de relever les défis auxquels les pays respectifs sont confrontés et de répondre aux attentes des parties prenantes. Les efforts des ISC déployés en vue du développement des capacités doivent répondre à ces exigences afin d'adapter le soutien aux besoins émergents des ISC.

- *Les ISC donnent l'exemple*

Les ISC étant des organisations modèles dans le secteur public constituent un autre pilier de la norme ISSAI 12. Ceci est essentiel pour assurer la confiance et la crédibilité de celles-ci comme éléments clés de la surveillance publique. Les parties prenantes s'attendent, et à juste titre, à ce que les ISC soient des institutions responsables avec des arrangements de gouvernance saine qui rédigent des rapports sur leur performance de manière transparente. Encourager l'utilisation d'outils pour mesurer et rapporter la performance des ISC (ci-après par le cadre de mesure de la performance et les évaluations par les pairs) et le développement de structures fortes de gouvernance des ISC représente un autre domaine qui est de plus en plus demandé, et qui fera probablement l'objet d'une plus grande attention dans les années à venir.

- *Utiliser les nouvelles technologies dans le développement des capacités des ISC*

L'avancement technologique des dernières décennies permet de nouvelles opportunités pour le développement des capacités efficace et rentable. Ceci est particulièrement le cas pour l'e-apprentissage qui fait désormais partie intégrante de la plupart des programmes de l'IDI et est utilisé avec grand succès dans un nombre important de régions, telles l'OLACEFS. Pour aider les ISC à adhérer à l'e-apprentissage, l'IDI est en train de lancer une plateforme dédiée à l'e-apprentissage, qui peut être utilisée par les régions de l'INTOSAI et les ISC, et lancera un programme pour développer les capacités des ISC à utiliser l'e-apprentissage en 2015.

23rd UN/INTOSAI Symposium23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 4 – 2

الموضوع | Tema | Thema | Thème | Topic

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :

le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:

Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:

Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:

دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Attentes de la part des citoyens vis-à-vis des Institutions supérieures de contrôle

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BASE | تقرير أساسي

من إعداد | elaborado por | verfasst von | préparé par | prepared by

AMITABH MUKHOPADHYAY

Attentes de la part des citoyens vis-à-vis des Institutions supérieures de contrôle

Les citoyens s'attendent à ce que les ISC tiennent compte de leurs vulnérabilités au 21^{ème} siècle et les aident pour que les gouvernements soient responsables.

1. La démocratie fait référence à un statut de la société où les citoyens apprécient l'institution qui revendique un monde commun moins vulnérable, plus juste et plus égalitaire. Les évolutions historiques ont montré depuis 1990 que les citoyens ne sont plus simplement des « sujets » ou des suppliants de gouvernements. Au 21^{ème} siècle, ils s'affirment davantage en ce qui concerne leurs droits de l'homme et sont plus soucieux à transmettre un meilleur monde à leurs enfants. Ils s'attendent que les ISC en tant qu'organismes constitutionnels reconnaissent leur responsabilité de promouvoir l'institution des citoyens pour la bonne gouvernance.
2. L'adoption de la norme ISSAI 12 sur la valeur et les avantages des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques : faire une différence dans la vie des citoyens lors de l'INCOSAI 2013, annonce un changement de paradigme en encourageant toutes les ISC à démontrer leur pertinence pour les citoyens, et pas uniquement pour les parlements.
3. L'accord de Pékin conclu à l'INCOSAI 2013, souligne, entre autres, le rôle des ISC dans les domaines suivants : (i) la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux ; (ii) les rapports sur l'utilisation économique, efficiente et efficace des fonds publics, mais aussi les rapports sur l'exploitation des ressources publiques (exploitation du sol, de l'eau, de combustibles fossiles) ; (iii) la sauvegarde de la durabilité des finances publiques. Les citoyens dépendent des gouvernements et des ISC pour aborder ces aspects de leurs vulnérabilités.
4. La lutte contre la corruption n'est pas simplement le fait de faire un rapport sur les magnats d'entreprise, fonctionnaires ou ministres fautifs, mais il s'agit également de sauver des vies. Dans les pays en développement, la corruption généralisée dans les mécanismes de prestation du service primaire a sapé la confiance des citoyens dans les gouvernements. Les citoyens s'attendent à ce que les ISC soient à l'écoute de leurs plaintes au point d'exécution dans des situations locales afin d'obtenir des informations sur les erreurs des systèmes de prestation. C'est en impliquant les organisations de la société civile que ceci peut être réalisé au mieux, afin d'être amené à une meilleure appréciation de l'intégrité des livres de comptes ou des systèmes de contrôle interne pour la prestation de services avant de certifier les comptes définitifs.
5. La transparence budgétaire est importante pour les citoyens. Accélérer la comptabilité *switch-over* à la comptabilité d'exercice habiliterait les citoyens à interroger les comptes sur les sites Internet pour s'informer, par exemple, sur les fonds perçus ou sur l'obtention et l'avancement de la mise en œuvre de contrats destinés à des services au sein de leur propre localité, là où cela les affecte le plus.

6. Accroître la transparence des organes des sociétés/fiducies pour prévenir l'abus à des fins criminelles telles le blanchiment de capitaux, le trafic de drogues ou la fraude fiscale est essentielle. Tandis que le rôle précis de chaque institution nationale/internationale agissant pour une cause commune qui est celle de la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux est déterminé par différentes procédures qui peuvent être renforcées, l'intensité des efforts déployés par les ISC à assumer leur propre rôle, notamment à détecter et prévenir la corruption, fait une grande différence en termes de résultats des efforts généraux entrepris par les différentes institutions. Les ISC doivent illustrer un plus grand sentiment d'urgence et s'allier avec les journalistes d'investigation afin de forger un rôle plus exemplaire pour les ISC qui permet de détecter la fraude et la corruption.

7. Les ISC dans plusieurs pays ont commencé à établir des liens avec des organisations de la société civile pour planifier et exécuter des audits de performance axés sur la conformité (par ex., les choses se font-elles comme elles doivent être faites ?) dans le secteur social. Pour les audits de performance axés sur la recherche (est-ce que les bonnes mesures sont-elles prises ?), il est nécessaire de se pencher sur la vie des gens et non seulement sur les systèmes gouvernementaux. Par exemple, dans le contexte de la santé, des études féminines réalisées au Mexique et en Chine ont montré que la mondialisation a aggravé la situation des femmes qui sont prises dans le dilemme de choisir entre un travail rémunéré dans le monde de l'économie ou un travail non rémunéré de soins de santé à la maison. Si l'on se penche sur les politiques des finances publiques à long-terme du point de vue des citoyens – dans ce cas, une budgétisation favorable à l'égalité des sexes (Pourquoi les dépenses engagées sont-elles si élevées dans les pays où les gouvernements promettent des soins de santé gratuits ? Quels sont les coûts des soins non rémunérés à la maison que les budgets ne prennent pas en compte ?) – cela exige des efforts communs que les ISC devraient réaliser pour travailler avec les organisations de la société civile, dans des groupes régionaux, afin de générer des rapports sur des audits de performance qui peuvent contribuer au discours public.

8. Les modèles d'exploitation des ressources publiques telles le sol, l'eau, les combustibles fossiles affectent les moyens de subsistance des citoyens, et la nature des technologies utilisées pour l'agriculture ou l'irrigation/la production d'énergie a souvent des impacts désastreux pour l'environnement. Les citoyens s'attendent à ce que les gouvernements règlent les questions contentieuses y associées à l'aide d'une perspective à long-terme au niveau local, national et au-delà de la souveraineté du territoire. Tandis qu'une vision technocrate de la réglementation mise sur une solution de réglementation, le point de vue d'une partie prenante met l'accent sur le processus de réglementation. Les citoyens s'attendent à ce que les ISC surveillent le processus.

9. Que sont les « données » et comment les faits sont cadrés peut varier sensiblement entre les gouvernements, la société civile et les différents citoyens. Les ISC doivent améliorer leurs capacités de contrôle pour le développement durable en ayant accès à certains types d'information que les organisations sociales sont plus en mesure d'obtenir.

En outre, contrôler le développement durable représente un défi car les problèmes transcendent les limites administratives ou territoriales. Que les ISC pondèrent ou tiennent compte des systèmes/décisions de gouvernement ensemble ou parallèlement avec leurs homologues dans une région peut jouer un rôle important quant à l'exploitation durable des ressources.

10. Les limites entre les secteurs publics et privés qui exploitent les ressources publiques s'estompent également. Une responsabilité partagée des deux dans des cas de partenariats publics-privés est essentielle. Les citoyens s'attendent à ce que les ISC aient une fonction sentinelle pour responsabiliser les gouvernements si soit l'utilisation des fonds publics, soit l'exploitation des ressources naturelles menace de compromettre l'égalité intergénérationnelle, quels que soient les instruments de l'Etat impliqués.

11. Gérer nos vulnérabilités, reconnaître l'importance de nos liens avec les autres est aussi important que de construire nos propres forces intérieures.



23rd UN/INTOSAI Symposium

23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 2 – 4

Topic | Thème | Thema | Tema | الموضوع

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :
le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:
Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:
Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:

دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

INDEPENDANCE DES ISC ET DEVELOPPEMENT DURABLE

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BA: تقرير أساسي

prepared by | préparé par | verfasst von | elaborado por | من إعداد

MEXIQUE

« INDEPENDANCE DES ISC ET DEVELOPPEMENT DURABLE »

par Marisela Márquez Uribe

ISC du Mexique

Cette présentation abordera les tâches que les gouvernements ont à remplir pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et l'Agenda de développement de l'après-2015. Afin de réaliser ces objectifs, l'efficacité des opérations gouvernementales doit être améliorée en encourageant des méthodes de gouvernance, qui permettent un développement durable, l'accès à la justice doit être rendu possible pour tout le monde, et des institutions responsables ouvertes au public doivent être mises en place.

Les Institutions supérieures de contrôle (ISC) peuvent contribuer à la consolidation d'un processus de développement durable, qui permet d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs fixés par les gouvernements, par le biais d'un leadership dans le domaine de la responsabilité, de l'audit gouvernemental, et des processus gouvernementaux, qui sont ouverts aux sociétés sur lesquelles ils sont fondés.

Les ISC peuvent devenir des piliers solides du développement durable en appliquant des méthodes rigoureuses afin d'évaluer les résultats des politiques publiques. Le travail qui est à faire peut être concentré dans le processus des politiques publiques : une bonne conception institutionnelle ; une programmation efficace qui utilise des indicateurs stratégiques ; un processus budgétaire responsable des problèmes pressants qui sont à résoudre ; une responsabilité non seulement en termes de probité des dépenses publiques, mais également en termes de résultats qui peuvent être atteints en utilisant ces fonds (« la valeur pour l'argent ») ; un contrôle basé sur les résultats ; et des examens qui permettent de corriger le cap, remédiant aux lacunes et augmentant l'efficacité institutionnelle et la responsabilité des fonctionnaires du secteur public. Si les ISC réussissent à prendre le devant, cela aidera à mettre en place un processus de développement durable car un gouvernement est ouvert à la société aura été possible.

Le développement sera durable si les politiques publiques sont formulées à travers un dialogue argumentatif impliquant toutes les parties prenantes, c'est-à-dire tant les autorités que les citoyens ainsi que les utilisateurs ou bénéficiaires ; une fois qu'elles auront pris corps, ces politiques seront mises en œuvre par rapport aux coûts et bénéfices ainsi que par rapport à l'économie, l'efficacité et l'efficacité.

Les ISC devraient renforcer leur fonction d'évaluation en expliquant à travers leur travail d'audit pourquoi une approche distincte a été choisie, ce qui a été mis en place, quels bénéfices ont été atteints pour les citoyens, et aborder les alternatives qui ont été abandonnées ; cette approche d'audit basée sur l'évaluation devrait permettre de reformuler, là où c'est nécessaire, les politiques publiques qui s'appuient sur les objectifs qui ont été atteints.

Dans un processus de développement durable, la responsabilité reflète la relation entre le gouvernement et la société, l'objectif final étant que les politiques publiques ne soient pas essentiellement perçues comme résultats et incidences, mais également comme participation politique et communication sociale. Dans un processus de développement durable, l'audit public ne considère pas les citoyens uniquement comme consommateurs de biens ou de services fournis par l'État, mais comme entités qui influencent les valeurs et institutions publiques comme « co-producteurs » et pas en tant qu'objets passifs à la fin d'un processus de mise en œuvre.

Pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et l'Agenda de développement de l'après-2015, le développement durable implique une société ouverte et participative, une société qui demande des informations et qui est la voix critique dans le dialogue argumentatif entre ceux qui mettent en œuvre les politiques publiques et les bénéficiaires potentiels. Cette rationalité de dialogue devrait conduire à une amélioration continue, à de meilleures opérations du gouvernement, et en conséquence, au développement durable.

Ce dont cette société ouverte et participative dans laquelle l'arène politique s'ouvre à un plus grand nombre possible de citoyens a besoin est d'une voix neutre et objective qui exprime la véritable situation des affaires publiques. Par nécessité, cette voix doit être la voix des ISC : en raison de leur indépendance et latitude à établir des méthodologies plus rigoureuses pour l'audit, l'évaluation et la collecte de preuves suffisantes, pertinentes et importantes par des experts sur les résultats des politiques publiques, les ISC peuvent contribuer au dialogue démocratique en mettant en lumière la manière dont les politiques publiques contribuent à résoudre les problèmes.

Une voix indépendante est nécessaire dans l'agitation de l'arène politique afin d'éviter toute démagogie, identifier les exigences réellement requises pour un développement durable au sein duquel le débat est tenu de manière critique et rationnelle sur des sujets d'intérêt public par les institutions qui souhaitent qu'une opinion publique bien fondée se crée sur la force des arguments plutôt que par l'attribution d'un état ou de positions politiques.

Il est important de souligner que l'arène politique alimente les doctrines et idéologies qui, pour la plupart, ne contiennent que des demi-vérités exprimant des convictions plutôt que des faits, où de fausses généralisations sont faites et où certains concepts sur la vérité et les valeurs qui régissent une structure sociale donnée sont présentés comme valeur universelle. Les doctrines politiques sont des opinions, pas des connaissances.

Les ISC, toutefois, sont amenés à réaliser leurs audits s'appuyant sur les résultats afin de former des citoyens rationnels et raisonnables, ainsi que des espaces publics où prévalent les raisonnements corrects, qui permettent un cadre de développement durable viable et où, en fin de compte, les objectifs définis par les politiques publiques sont atteints.

Il est important que les gouvernements reprennent les recommandations des ISC, qui identifient les défis du développement durable et permettent d'atteindre les buts et objectifs de l'après-2015 de manière professionnelle afin de garder la promesse qu'ils ont faite lorsqu'ils se sont engagés. Très souvent, les engagements sont pris pour suivre le courant général de l'opinion publique, sans ensuite prendre des mesures pour satisfaire ces engagements. A travers leurs conclusions, les ISC doivent en permanence rendre témoignage de l'état des affaires publiques.

Mexico, 29 janvier 2015.

23rd UN/INTOSAI Symposium23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 4 – 2

الموضوع | Tema | Thema | Thème | Topic

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :

le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:

Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:

Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:

دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Capacités nécessaires dont requièrent les ISC pour contrôler les objectifs de développement

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BASE | تقرير أساسي

من إعداد | elaborado por | verfasst von | préparé par | prepared by

AFRIQUE DU SUD

Kimi Makwetu, président de la Commission chargée du renforcement des capacités de l'INTOSAI et Inspecteur général d'Afrique du Sud

Lors du dernier Symposium au mois de mars 2013, l'INTOSAI et les Nations Unies ont conclu qu'il est indispensable pour les Institutions supérieures de contrôle (ISC), par le biais des contrôles et de leurs activités de conseil, de promouvoir le développement économique et social, et de contribuer ainsi à réaliser les objectifs de développement des Nations Unies et l'Agenda pour le développement de l'après-2015. Les normes internationales des Institutions supérieures de contrôle indiquent clairement que le contrôle du secteur public est un facteur important, en raison de son incidence positive sur la confiance dans la société, pour faire une différence dans la vie des citoyens, en renforçant la responsabilité et en encourageant une utilisation efficiente, efficace, économique et transparente des ressources publiques, permettant ainsi de corriger les processus de gouvernance inappropriés.

Néanmoins, afin d'appuyer au mieux la gestion efficace des ressources économiques à l'échelle mondiale et au niveau national, les ISC doivent s'assurer d'avoir les capacités nécessaires pour contrôler et faire des rapports sur les objectifs de développement, et apporter leur soutien à l'Agenda pour le développement de l'après-2015. Ces capacités nécessaires doivent exister au sein des ISC, tant à l'échelle institutionnelle qu'au niveau des commissaires aux comptes individuels.

Exigences des capacités institutionnelles

Pour assurer les capacités institutionnelles nécessaires, il est proposé que les ISC œuvrent pour les éléments essentiels suivants :

- **Appui du gouvernement** pour les ISC afin qu'elles puissent réaliser des missions de contrôle des objectifs de développement. Bien qu'il y ait divers modèles d'ISC fonctionnant sous différents mandats et systèmes, toutes les ISC devraient œuvrer pour le meilleur mandat possible qui leur permet de jouer leur rôle de valeur ajoutée, à cet égard également pour le contrôle des objectifs de développement.
- Mise en œuvre de **normes et d'une méthodologie de contrôle** appropriées qui comprennent :
 - Une planification globale du contrôle et une gestion de la qualité d'audit – Des audits financiers et de conformité ainsi que le fondement d'une bonne gouvernance financière– Une méthodologie qui utilise les (i) audits de performance pour rapporter sur la valeur de l'argent qui provient des programmes relatifs aux objectifs de développement, et l'audit (ii) de l'information de la performance sur les acquis des objectifs de développement.
- Une **stratégie d'audit** annuelle qui inclut le contrôle des objectifs de développement comme objectif clé, en mettant l'accent sur l'assurance d'avoir des rapports intégrés et autres éléments de mise en œuvre du programme coordonné à l'échelle du gouvernement. La réactivité des ISC aux changements environnementaux, appuyée par des forums d'innovation, leur permettra de traiter les nouveaux développements pressants et de faire en sorte que leur stratégie reste pertinente.

- **Des mécanismes de développement et de formation** appropriés pour permettre et disposer d'un personnel professionnel capable de réaliser des contrôles efficaces des objectifs de développement.
- Une **stratégie de rapport** dont l'objectif est que tout utilisateur final comprenne les idées et réflexions des ISC de manière simple, claire et pertinente.
- Une **stratégie d'engagement de communication / des parties prenantes** qui permet de communiquer les réflexions des ISC aux autorités pertinentes et autres parties prenantes au bon moment et de manière à engager une mesure corrective appropriée et informer sur les processus de responsabilité et, finalement
- Faciliter les améliorations durables par **des audits de suivi, ainsi que fermer la boucle** des mesures correctives signalées par les agences qui mettent en œuvre les programmes et services d'objectif de développement.

Capacités individuelles des commissaires aux comptes

Les compétences et éléments clés professionnels suivants sont recommandés pour les commissaires aux comptes publics individuels afin d'ajouter une valeur optimale lorsque les objectifs de développement sont soumis à un contrôle :

- Une **qualification professionnelle pertinente** comme fondement pour fournir un avis indépendant tel que prévu par le système, sous lequel les ISC fonctionnent. A cela devraient se rajouter des **compétences analytiques et diagnostiques** qui permettront aux commissaires aux comptes de réaliser des analyses des causes fondamentales des obstacles qui empêchent la prestation de service efficace. Il est essentiel que les commissaires aux comptes sachent appliquer les normes internationales qui sont particulièrement pertinentes pour atteindre les objectifs de développement, par exemple, la norme ISAE 3000 liée à l'audit des objectifs prédéterminés, et de savoir réunir les méthodologies pour fournir l'assurance nécessaire sur l'application adéquate et efficace des ressources publiques, et la viabilité des décisions prises sur les prestations de service.
- Avoir des **compétences et de l'expertise** dans toutes les différentes disciplines d'audit afin de savoir comment les divers éléments des objectifs de développement et programmes de prestations de service sont liés. Avoir la capacité de **consolider les informations** des différents audits en rapports intégrés ou séparés qui permettront de fournir des informations selon le principe de « guichet unique » aux dirigeants des gouvernements et autres utilisateurs.
- Avoir de profondes **connaissances et une compréhension du secteur public / des « affaires » gouvernementales** et des chaînes de valeur liées aux programmes de prestations de services. Ceci signifie également pour le commissaire aux comptes individuel qu'il comprenne la stratégie du gouvernement et la nécessité d'aligner les objectifs et programmes nationaux de développement avec les objectifs de développement internationaux, mais qu'il ait aussi une compréhension générale des principes clés de la bonne gouvernance et de la responsabilité dans le secteur public.
- Les autres compétences dont le **commissaire aux comptes de l'avenir** doit être doté est de rester réactif aux changements dans leur environnement d'audit et permettre une réflexion systémique.

Le rôle essentiel des ISC qui est de réaliser les objectifs de développement et l'Agenda pour le développement de l'après-2015 ne doit pas être sous-estimé. Lors de la 69^{ème} réunion de l'Assemblée générale en décembre 2014, les Nations Unies ont reconnu que tous devaient dûment prendre en considération le renforcement des capacités des ISC.

²La Commission chargée du renforcement des capacités (CBC) s'est engagée à appuyer le développement des capacités des ISC, en particulier dans les pays en développement, et se commissaires aux comptes. La norme ISSAI 12 répond à tous les modèles d'ISC, mais il incombe également aux ISC issues des différents modèles de communiquer leurs besoins uniques à INTOSAI, et aussi de partager les points forts de leurs systèmes dans l'intérêt du développement des capacités de toutes les ISC. réjouit de jouer un rôle actif pour faciliter la coopération internationale en appuyant un tel développement des capacités.

23rd UN/INTOSAI Symposium23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 4 - 2

الموضوع | Tema | Thema | Thème | Topic

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :

le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:

Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:

Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:

دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Mandat nécessaire des ISC afin de promouvoir la durabilité fiscale : audit de la performance des activités gouvernementales

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BASE | تقرير أساسي

من إعداد | elaborado por | verfasst von | préparé par | prepared by

BRÉSIL

LES INSTITUTIONS SUPERIEURES DE CONTROLE DES FINANCES PUBLIQUES ET LA VIABILITÉ FISCALE :

L'expérience de la Cour des comptes fédérale (TCU) avec le contrôle de la gestion des finances publiques au Brésil

La crise financière et économique, qui a fortement touché le monde en 2008, a mis en lumière la nécessité d'avoir des institutions supérieures de contrôle (ISC) avec des conditions institutionnelles, en termes de mandat et de capacités, pour évaluer l'existence de procédures et dispositions qui permettent une gestion planifiée et transparente des finances publiques ; assurer la fiabilité de l'information financière pour les citoyens et le pouvoir législatif ; et évaluer l'intégrité et la qualité des processus, règles et systèmes pour permettre une viabilité fiscale à long terme.

A court terme, les institutions supérieures de contrôle doivent être à même d'apporter leur contribution à la gestion des finances publiques, tenant compte des besoins des citoyens sans perdre de vue l'approche prospective afin d'anticiper et de gérer correctement les risques en vue d'assurer les droits des générations futures. Par conséquent, les mandats des ISC doivent aller au-delà de la surveillance de la conformité des règles financières, y compris l'évaluation de la performance de la gestion fiscale et la capacité à traiter les risques liés, en mettant l'accent sur les aspects tels la perception des recettes, les dépenses fiscales, l'attribution des ressources et la dette publique.

Dans le système juridique brésilien, la loi sur la responsabilité fiscale (FRL), adoptée en 2000, fournit des règles générales des finances publiques pour une gestion fiscale planifiée et transparente. Tout en réglementant les activités des entités, la loi établit un ensemble de missions pour la Cour des comptes fédérale (TCU), spécifiant la juridiction constitutionnelle de la cour qui est de superviser la gestion des finances publiques fédérales.

Devant la loi sur la responsabilité fiscale (LRF), la Cour des comptes fédérale a des compétences explicites pour contrôler la conformité des résultats fiscaux par rapport aux objectifs annuels, les limites des transactions de crédits et les limites des dépenses pour le personnel, entre autres. De plus, la loi établit que la TCU donne l'alerte en situation de risques pour la viabilité fiscale de la fédération, par exemple, s'il a été découvert que les montants de la dette consolidée et des titres de créance, des opérations de crédit et des garanties sont au-delà de 90 % de leurs limites posées par la loi.

Suite à la promulgation de la loi sur la responsabilité fiscale, la Cour des comptes fédérale (TCU) a élaboré une routine de travail systématique pour contrôler la gestion des finances publiques, y compris les audits afin d'identifier toute violation immédiate et directe de la législation comme scénarios à risques pour permettre un équilibre fiscal à long terme, en fournissant des informations précises et opportunes au Congrès et à la société.

Il est important de noter que, selon les dispositions du premier point de la Résolution des NU (« Rendre l'administration publique plus efficace, plus respectueuse du principe de responsabilité, plus efficace et plus transparente en renforçant les Institutions supérieures de contrôle »), la Cour des comptes fédérale (TCU) a une structure et des pouvoirs garantis par la constitution afin d'assurer l'indépendance nécessaire de ses opérations dans le contrôle externe des finances publiques, avec objectivité et efficacité.

En fait, ce genre d'action s'est avéré crucial pour le développement du pays, parce qu'il assure une perspective technique et indépendante de la gestion des finances publiques, se concentrant sur la transparence, la régularité et la prédictibilité – des facteurs qui sont nécessaires pour préserver la confiance des citoyens et des marchés dans le pays, et, de fait, pour accroître les investissements, la croissance économique et la qualité des institutions démocratiques.

C'est une vue qui a aussi été adoptée dans l'étude internationale menée par la TCU en partenariat avec l'Organisation de Coopération et de Développement économique (OECD) et douze autres institutions supérieures de contrôle, et qui soutient le renforcement des institutions et de la gouvernance publique. Le cadre analytique élaboré dans l'étude élit la viabilité fiscale comme l'un des piliers dont le gouvernement a besoin pour assurer de meilleurs résultats pour les citoyens, en associant l'efficacité de l'attribution des ressources pour les multiples politiques publiques avec un équilibre financier à long terme.

Allant dans le même sens, la TCU a élaboré un projet ces dernières années en partenariat avec la Banque mondiale pour renforcer sa capacité à réaliser des missions de contrôle financier, étant donné la nécessité d'assurer la transparence et la fiabilité des chiffres qui révèlent la gestion des ressources du gouvernement fédéral. Dans les années à venir, la TCU doit intensifier le travail dans ce domaine en développant les capacités institutionnelles et l'application accrue des efforts d'audit qui sont axés là-dessus.

Une autre chose remarquable en ce qui concerne l'étendue de la coopération internationale est la participation de la Cour des comptes fédérale (TCU) aux groupes techniques de l'INTOSAI liés directement ou indirectement à la viabilité fiscale, à des sujets comme la gestion de la dette souveraine, l'audit financier et la réglementation des systèmes financiers – des domaines qui deviennent de plus en plus importants, en particulier en raison de leur lien avec des crises récentes qui ont affecté la confiance publique dans plusieurs pays.

Finalement, les actions mentionnées sont devenues faisables, d'abord par le mandat de la TCU, dont les caractéristiques sont détaillées et explicites pour le contrôle de la gestion des finances publiques, par la conformité, la performance et les audits financiers. Ce modèle offre un vrai paradigme de potentiel et pertinence du travail réalisé par les institutions supérieures de contrôle à surveiller la viabilité fiscale des États nationaux, en particulier en assurant des processus efficaces de responsabilité démocratique dans la gestion des ressources publiques.



23rd UN/INTOSAI Symposium
 3^e Symposium ONU/INTOSAI
 23. VN/INTOSAI Symposium
 23° Simposio NU/INTOSAI
 الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria
 2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche
 2. – 4. März 2015, Wien, Österreich
 2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria
 مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 4 – 2

الموضوع | Tema | Thema | Thème | Topic

UN Post-2015 Development Agenda:
 The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :
 le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:
 Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:
 Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:
 دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Mandat requis par les ISC pour promouvoir la viabilité fiscale : l'audit financier

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BA: تقرير أساسي

من إعداد | elaborado por | verfasst von | préparé par | prepared by

ÉMIRATS ARABES UNIS

Mandat requis par les ISC pour promouvoir la viabilité fiscale : l'audit financier

Proposition

Les ISC doivent mener des missions de contrôle et faire rapport de telle façon que les parties prenantes soient informées sur la viabilité fiscale des pratiques de gestion des finances publiques du gouvernement.

Introduction

La mise en œuvre de l'audit financier efficace requiert un système qui implique l'ensemble du processus gouvernemental. Les moteurs clés qui rendent le processus efficace dans le secteur public sont :

- un cadre d'information financière acceptable
- des normes d'audit acceptables
- des comptables et commissaires aux comptes du secteur public qualifiés de manière appropriée qui assument les responsabilités de comptabilité, de contrôle et d'information
- des mécanismes de reddition des comptes appropriés qui assurent l'évaluation, le contrôle, l'examen, la correction et la surveillance appropriés des finances publiques nationales

Cadre d'information financière acceptable pour la viabilité financière

Les raisons pour lesquelles il est nécessaire d'avoir ce cadre :

- Fournir une image complète des finances, y compris des dispositions et valeurs actuelles des actifs clés. En termes simples, ceci comprendra le régime des retraites futures et d'autres engagements sociaux. Le coût à prévoir pour remplacer et mettre à jour l'infrastructure actuelle et tout autre élément passif attendu à l'avenir, par exemple en ce qui concerne la responsabilité environnementale.
- Une évaluation du revenu futur tiré d'une source d'imposition et sa viabilité peut être nécessaire. Ceci impliquerait une évaluation des niveaux d'activités économiques futures.

Le défi – les états financiers sont, selon la tradition, élaborés sur la base de l'information financière historique ; néanmoins, à des fins de viabilité fiscale, ils doivent éventuellement être adaptés en vue d'inclure des estimations statistiques clés, par exemple, des flux de recettes futures.

A ce stade, le cadre IPSAS actuel fournit une réflexion claire de la position financière actuelle de l'ensemble du gouvernement, mais n'est peut-être pas en mesure d'aborder la question de la viabilité fiscale. Étant donné la difficulté de nombreux pays à rédiger les rapports sur la base du cadre IPSAS, la proposition est très ambitieuse.

Normes d'audit acceptables

Afin de satisfaire aux exigences professionnelles du cadre d'information financière, les contrôles menés par les ISC doivent être gérés de manière égale. Ceci implique une capacité fondamentale des commissaires aux comptes à comprendre non seulement les cadres et normes comptables, mais à maîtriser également parfaitement les normes ISSAI de l'audit financier. Les normes ISSAI contiennent actuellement plus de 500 exigences, nombreuses d'entre elles sont onéreuses et requièrent un jugement professionnel approfondi pour être appliquées de manière efficace. Pour traduire les normes en pratiques de travail, les ISC doivent élaborer des méthodologies conformément à leurs mandats nationaux, qui peuvent être évaluées indépendamment à des fins de crédibilité. De plus, une culture de l'assurance qualité est requise au sein de l'ISC afin de promouvoir ces meilleures pratiques.

Les évaluations par les pairs peuvent représenter d'excellents outils pour ouvrir la voie à un tel processus.

Comptables et commissaires aux comptes du secteur public qualifiés de manière appropriée pour assumer les responsabilités de comptabilité, de contrôle et d'information

Le cadre de comptabilité et les normes de contrôle indiquent clairement qu'il faut professionnaliser le personnel des ISC. L'IDI a lancé le programme 3i pour sensibiliser davantage les ISC au cadre ISSAI, y compris aux normes d'audit financier. Ce travail nous montre qu'il reste beaucoup de chemin à faire avant que toutes les ISC ne puissent réaliser la proposition de valeur ou au moins l'entière conformité avec les normes ISSAI de l'audit financier.

Les discussions sur la certification des commissaires aux comptes et l'amélioration de notre processus d'établissement de normes doivent être incluses dans la direction stratégique de l'INTOSAI si nous voulons réaliser cette proposition. Attirer et garder des commissaires aux comptes capables et qualifiés est aussi l'un de nos grands défis (en raison de facteurs tels que les contraintes financières que rencontrent les ISC).

Mécanismes de reddition des comptes appropriés pour assurer l'évaluation, le contrôle, l'examen, la correction et la surveillance appropriés des finances publiques nationales

La manière dont nous informons sur les états financiers et comment les rapports sont perçus et utilisés est une question cruciale. Actuellement, nous faisons recours aux meilleures pratiques dans les commissions de comptabilité publique ou encourageons une plus grande participation des citoyens par le biais, entre autres, des médias sociaux. Il pourrait peut-être incomber à l'INTOSAI d'évaluer de telles pratiques et de fournir un retour aux agences supranationales telles le G20 et l'OCDE sur de telles pratiques en vue d'amplifier les attentes des gouvernements.

Ceci représenterait également un atout que de démontrer la valeur des ISC et d'améliorer davantage notre appel pour l'indépendance et le renforcement des capacités (Résolution A/69/228 des Nations Unies). A ce stade, comprendre les résultats des états financiers est également un domaine dans lequel l'INTOSAI pourrait assister les ISC, en mobilisant la nécessité d'assurer que les gouvernements mettent en place des cadres d'information financière et des mécanismes de responsabilité appropriés pour appuyer la réalisation de la viabilité fiscale.



23rd UN/INTOSAI Symposium
 23^e Symposium ONU/INTOSAI
 23. VN/INTOSAI Symposium
 23° Simposio NU/INTOSAI
 الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria
 2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche
 2. – 4. März 2015, Wien, Österreich
 2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria
 مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 2 – 4

Topic | Thème | Thema | Tema | الموضوع

UN Post-2015 Development Agenda:
 The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :
 le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:
 Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:
 Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:
 دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Image véridique et fidèle des budgets des États pour augmenter la reddition des comptes en améliorant la gestion financière

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BA: تقرير أساسي

prepared by | préparé par | verfasst von | elaborado por | من إعداد

COUR DES COMPTES D'AUTRICHE

Image véridique et fidèle des budgets des États pour augmenter la reddition des comptes en améliorant la gestion financière

Gerhard Steger, ISC d'Autriche

Une image véridique et fidèle des finances publiques est la clé pour assurer la transparence pour les citoyens, la viabilité des budgets et l'aide pour la reddition des comptes des décideurs. Les tâches principales des ISC consistent à dresser une image réaliste des finances publiques et à recommander des améliorations respectives. En conséquence, les ISC ont toutes les raisons pour encourager une image véridique et fidèle. En même temps, le progrès allant vers une image véridique et fidèle soutient le travail des ISC.

Très récemment, la 69^{ème} Assemblée générale des Nations Unies a mis en lumière l'importance d'améliorer les systèmes de comptabilité publique. Les trois outils suivants sont essentiels pour livrer une image complète des finances publiques :

- L'état des flux de trésorerie fournit une perspective sur les liquidités.
- Le compte de résultat qui montre l'utilisation et l'afflux des ressources.
- Le bilan qui compare l'actif et le passif.

En Autriche, fournir une image véridique et fidèle est un principe constitutionnel au niveau de l'administration centrale depuis 2013. C'est la raison pour laquelle les budgets annuels de l'Autriche contiennent un état des flux de trésorerie et un compte de résultat. Les états financiers annuels contiennent les trois outils. Puisque les normes internationales favorisent la comparaison des finances publiques, l'Autriche applique, dans la plupart des cas, les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), bien qu'il y ait des écarts par rapport à certaines normes. Pour étendre les réformes autrichiennes de l'année 2013 aux administrations régionales et locales, des normes comptables harmonisées pourront être adoptées au printemps 2015 et mises en application à partir de 2018.

Les mérites pratiques de l'image véridique et fidèle

Tandis que le déficit de l'administration centrale dans le résultat de compte s'élève à 7,2 milliards d'euros, le déficit dans l'état des flux de trésorerie (4,2 milliards d'euros) est nettement inférieur. Ceci indique que des aspects importants des finances publiques ne sont pas divulgués dans l'état des flux de trésorerie.

Les passifs conditionnels, par exemple, ne sont pas reflétés dans l'état des flux de trésorerie, tandis que dans le résultat de compte, les provisions sont nécessaires dans le cas

où la probabilité de l'évènement déclencheur de l'obligation est au-delà des 50 %. Le bilan autrichien comprend 4,1 milliards d'euros de provisions, fournissant un signe d'alerte clair aligné sur les risques financiers qui pourraient se matérialiser.

Des créances douteuses signalent une perte de revenu qui n'est pas indiquée dans l'état des flux de trésorerie, tandis que dans le système de la comptabilité d'exercice, les dévaluations et ajustements de la valeur montrent clairement les problèmes respectifs. L'état financier autrichien contient des nombres pertinents pour ces phénomènes.

Si une entité publique commande maintenant mais paye une année plus tard, la charge budgétaire n'est pas indiquée en temps opportun dans l'état des flux de trésorerie. Le résultat de compte doit inclure cette vague de proue financière. En Autriche, le changement à la comptabilité d'exercice a divulgué de telles charges budgétaires, en particulier dans le domaine de l'infrastructure ferroviaire.

Un état des flux de trésorerie attribue les coûts d'un investissement entièrement à l'année de paiement, tandis qu'un résultat de compte exploite l'outil de dépréciation pour affecter les coûts conformément à une période raisonnable de la durée de vie économique.

Si le gouvernement vend un bien public, l'état des flux de trésorerie indique le revenu respectif mais ne reflète pas que le bien n'est plus disponible. Ceci crée l'illusion fiscale que vendre un bien améliore la situation financière de l'entité publique respective. Un état des flux de trésorerie ne peut pas répondre à la question pertinente si un pays est plus riche ou plus pauvre que l'année précédente. La comptabilité d'exercice peut y répondre. A l'échelle de l'administration centrale en Autriche, le passif dépasse de loin la valeur de l'actif (actif net : -140,6 milliards d'euros à la fin de l'année 2013). Le chiffre s'est aggravé dans le courant de l'année précédente, ce qui indique une tendance qu'il faut contrecarrer d'urgence.

En Autriche, la mise en œuvre d'un compte de résultat et d'un bilan a été essentielle afin de favoriser une image véridique et fidèle des finances. Bien que la mise en œuvre technique de la comptabilité d'exercice présente certaines faiblesses que l'ISC d'Autriche a clairement abordé lors du contrôle des états financiers 2013, il est évident que les nouveaux outils ont favorisé la transparence financière dans une large mesure.

Le changement respectif de perspective et de culture est essentiel pour faire face aux risques financiers à bras le corps et pour éviter les illusions fiscales. Par conséquent, les nouveaux outils doivent être utilisés par toutes les parties prenantes pertinentes afin de contribuer à la viabilité fiscale. Le rôle des ISC est essentiel à cet égard.

La Sous-commission comptabilité et reddition des comptes de l'INTOSAI devrait donc identifier les éléments clés et les lignes directrices afin d'améliorer les systèmes de comptabilité publique en vue de favoriser une image véridique et fidèle des budgets des États.

Citizen Engagement in Auditing for Sustainable Development



Heidi L. Mendoza
Commissioner
Commission on Audit





The Role of SAI's vs Sustainable Development



The **public audit** process is an important part of the compact between **citizens and the state** to ensure government programs are effectively and efficiently implemented and **corruption and misuse are minimized.**



Knowing When

- Aquino administration's Open Government Partnership 2012 Action Plan
- Adoption of the Participatory Approach in COA
- Increasing demand towards citizen participation

And How to Engage

- Citizens' buy in and consultation meetings
- Joint capacity building
- Shared agenda towards constructive engagement



Citizen Participatory Audit

Citizen Participation in the Philippine Constitution

The State shall encourage non-governmental, community-based or sectoral organizations that promote the welfare of the nation.

Article II, Section 23,
Declaration of Principles and State Policies



Citizen Participatory Audit

What is CPA?

Conducting audits where citizen representatives are included in the team to make government more effective, transparent, and accountable

Always under the direct supervision and control of COA



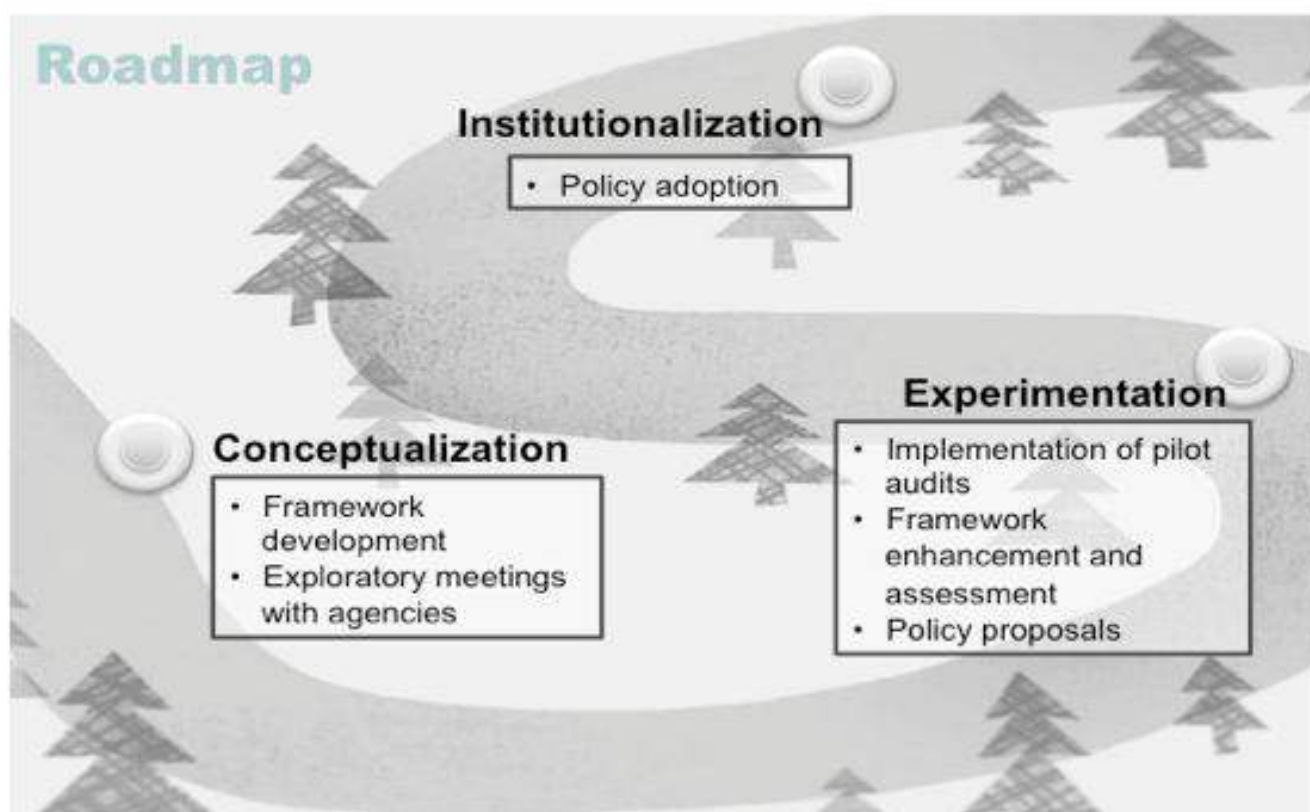


PROGRAM Goal and Objectives





Citizen Participatory Audit





Citizen Participatory Audit

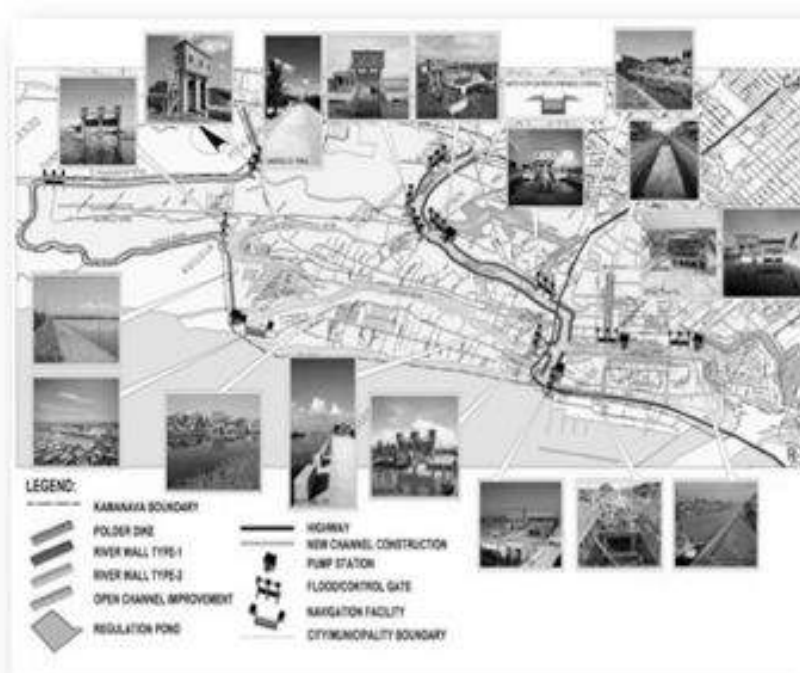




Citizen Participatory Audit

CAMANAVA Flood Control Project

- The audit covered the **efficiency and effectiveness** of the project.
- It **verified and validated** if the project was implemented in accordance with the project objectives.





Citizen Participatory Audit

CAMANAVA Flood Control Project





Citizen Participatory Audit

CCT and Barangay Health Centers

- The audit covered **four barangay health centers** in CCT identified areas in Marikina City.
- The respondents were **current CCT beneficiaries**.





Citizen Participatory Audit

CCT and Barangay Health Centers

Audit Planning



Execution/Fieldwork





Citizen Participatory Audit

Solid Waste Management Implementation

The audit focused on how Quezon City implemented its **Solid Waste Management program**.





Citizen Participatory Audit

Solid Waste Management Implementation

Audit Planning



Document Review



Tool Development



Execution/Fieldwork





SAI INITIATIVES ON ENVIRONMENTAL AUDIT

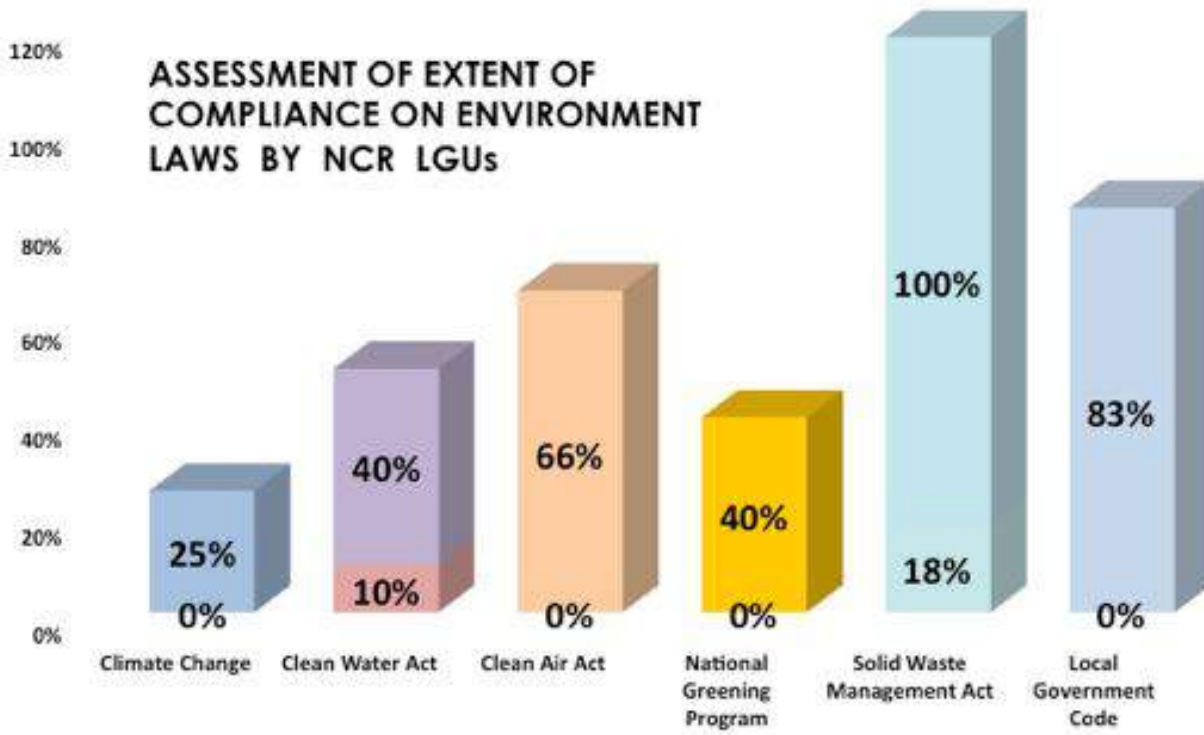


Early 2013 - SAI conducted an environmental audit using Citizen Participatory Audit on the implementation of environmental laws by Local Government Units (LGUs), the frontline agencies in carrying out environmental laws

LGUs PROGRAMS AND PROJECTS



ASSESSMENT OF EXTENT OF COMPLIANCE ON ENVIRONMENT LAWS BY NCR LGUs





CPA: Disaster Relief

Inspection of Bunk Houses





CPA: Disaster Relief

Survey and Interview of Bunkhouse Recipients





Citizen Participation in COA

"This is a priority program, founded on the premise that **public accountability** can prosper only with a **vigilant citizenry**."

Maria Gracia M. Pulido Tan, Retired COA Chairperson



Citizen Participatory Audit

Public Information System (PIS)

The number of complaints have steadily increased since 2011.

2013 figures reflect complaints received between January and August 2013.

Pilot implementation until December 2013.





Citizen Participatory Audit

Public Information System (PIS)

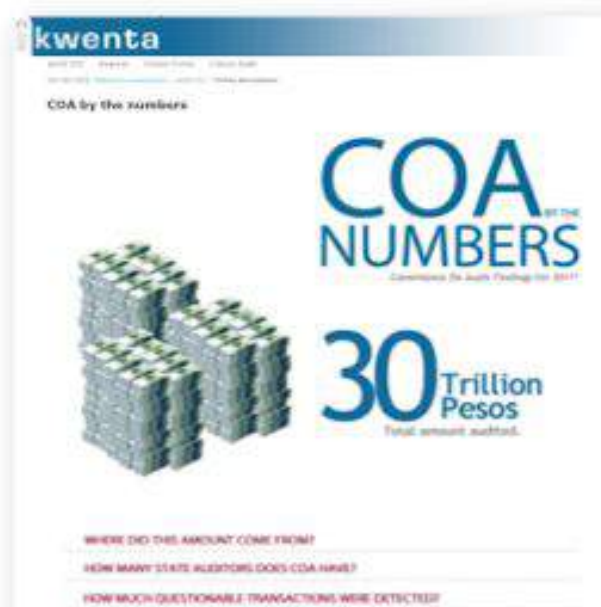
- We're working on:
 - Shortening issue resolution and action process within COA
 - Aiming at a relatively shorter response time to citizen feedback received
 - Integrating feedback received to COA audit agenda (e.g., for CPA)



Citizen Participatory Audit

www.i-kwenta.com

Citizen website designed to **generate interest and feedback** from citizens by uploading easy to understand articles and infographics
Launched in November 2012





Citizen Participatory Audit

www.i-kwenta.com

- Citizens' website
- Repository of audit information
 - Audit 101
 - Info graphics, videos for public
 - CPA updates and reports
- Portal for citizen feedback
 - Easier way for all citizens to send us feedback (e.g., info request, questions, comments) publicly
 - Integrated with PIS
 - Updated information on results of CPA pilot audits





Moving Forward

January 2015 to May 2016

- **Providing support** to CSOs
- Policies for **CPA institutionalization**
- Roll out of a **nationwide audit** on Farm to Market Roads and the Solid Waste Management for Metro Manila
- **Pilot of 2 more audits** (Inspection and Validation of Tourism Roads and Sanitation in Public Schools)

Citizen Participatory Audit

PH wins award in London for anti-corruption project



If you want people to trust government, you must trust the people to help in the most basic of pursuits - ensuring that tax money is spent wisely for the common good.



23rd UN/INTOSAI Symposium23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 4 – 2

الموضوع | Tema | Thema | Thème | Topic

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :
le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:
Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:
Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:
دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Sauvegarder le développement durable en réalisant des audits sur des thèmes non économiques

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BASE | تقرير أساسي

من إعداد | elaborado por | verfasst von | préparé par | prepared by

SLOVENIE

**SAUVEGARDER LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN REALISANT DES AUDITS SUR DES
THEMES NON ECONOMIQUES**

Cour des comptes de la République de Slovénie
Tomaž Vesel, Président et Inspecteur général,
Miroslav Kranjc, chef de division à la Cour des comptes

En tant que pays de l'Europe centrale relativement petit, membre de l'UE et de l'OCDE, la Slovénie peut contribuer à atteindre les objectifs pour le développement (OMD) et les objectifs du développement durable des Nations Unies (ODD), en particulier en développant les connaissances, apprenant par la pratique et partageant l'expérience acquise. En respectant la devise de l'INTOSAI « L'expérience mutuelle profite à tous », nous voulons illustrer comment les efforts entrepris par la Cour des comptes de la République de Slovénie en termes d'audit de thèmes non économiques ont aidé notre pays à dépenser l'argent plus judicieusement.

Placer la sauvegarde du développement durable au cœur des efforts de l'ISC a modifié de manière significative la notion de surveillance des finances publiques. Ceci a surpris, par moments, le public général et même les responsables politiques. Lorsque notre Cour des comptes s'est attaquée aux problèmes de la dette publique, de la durabilité de nos finances publiques et a émis des avertissements quant aux problèmes financiers inévitables qui nous attendaient, les parties prenantes l'ont accepté comme notre devoir de faire rapport et d'avertir de possibles conséquences. Néanmoins, lorsque nous avons abordé la qualité de l'éducation préscolaire, les soins pour les personnes âgées, la préservation de la faune, l'égalité de traitement des retraités, la lutte contre la sécheresse et autres, certains doutes ont été soulevés. Ce ne sont pas uniquement des entités responsables du gouvernement, mais aussi le grand public et les médias qui ont été surpris que la Cour des comptes s'attaquait à des thèmes qui, jusqu'à présent, n'étaient pas perçus comme thèmes évidents pour des contrôles. Mais ceci a sensiblement changé. Désormais, nous sommes reconnu et parfois même des partenaires appréciés dans la discussion sur le futur de la prestation de services vitaux du gouvernement et de l'autonomie locale.

Il faut souligner que pour maintenir notre objectivité et assurer notre crédibilité, nous ne remettons pas en question les politiques adoptées par le gouvernement, mais nous nous limitons plutôt à évaluer comment ces politiques ont été mises en œuvre et quelles ont été les conséquences de leur mise en œuvre ou les déficits. Ceci nous a assuré la position d'être une institution qui comprend que les conséquences sociologiques et environnementales font partie intégrante des activités gouvernementales et influent sur la vitesse et le niveau du développement durable.

Nos audits de performance des dix dernières années ont couvert tous les domaines majeurs pertinents à la prestation de services future du gouvernement tels les systèmes de sécurité sociale (santé, jeunesse et retraite), la durabilité environnementale des services publics, les transports, le sport, la justice, la sécurité alimentaire, le développement rural, la culture, pour en mentionner quelques uns. Nous avons affronté l'efficacité des systèmes d'information fiscale et des revenus, lutté contre l'évasion fiscale, l'inégalité à l'école et les systèmes de santé. Nous savons qu'une révolution des données est en train de se passer, nous permettant de voir plus clairement où nous sommes et où nous devons aller, et d'assurer que personne ne soit exclu. Nous utilisons des audits de performance TI comme outils afin de mieux mesurer l'efficacité de la mise en œuvre des projets TI et leur contribution pour répondre aux besoins des destinataires de ces services publics. Les résultats de ces audits nous amènent souvent à nous exprimer sur le déficit structurel croissant, l'écart fiscal, la spirale menaçante de la dette publique et le besoin de consolider également nos finances publiques. La bonne vue du revers de la pièce de monnaie nous donne une image même plus réaliste des effets des fonds publics dépensés. Ceci nous amène à dire que sans considération sérieuse des activités dans le contexte du développement durable, la capacité de notre société à atteindre des objectifs importants à long terme serait considérablement gênée.

L'expérience montre que, malheureusement, le secteur public a encore besoin d'être revu et surveillé de manière considérable afin d'améliorer son efficacité, son efficacité et sa performance générale. Des mécanismes nationaux de surveillance tels les institutions supérieures de contrôle des finances publiques sont de plus en plus recherchés. Nos rapports sur les audits de la performance deviennent un point de discussion important aux parlements et dans le public, et nous sommes même invités à réaliser des audits dans certains domaines, non seulement par des organisations non gouvernementales et le grand public, mais aussi par le gouvernement lui-même. Aussi bienvenue que cela puisse être, de telles attentes peuvent devenir un fardeau considérable pour les ISC si elles ne sont pas surveillées, elles peuvent gêner la capacité des ISC à réaliser leur devoir de manière indépendante, objective et en temps opportun en ce qui concerne la sauvegarde des finances publiques, l'intérêt public et aussi le développement durable de notre pays. Ceci étant dit, nous pouvons conclure que les ISC peuvent considérablement contribuer à la sauvegarde du développement durable aussi longtemps que leur position indépendante et professionnelle est garantie.

23rd UN/INTOSAI Symposium23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا 2 – 4

الموضوع | Tema | Thema | Thème | Topic

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :
le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:
Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:
Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:
دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Expériences relatives à l'engagement de l'ISC du Ghana dans l'audit du développement durable national

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BASE | تقرير أساسي

من إعداد | elaborado por | verfasst von | préparé par | prepared by

GHANA

Voici un résumé des audits menés par l'Inspecteur général du Ghana de certains programmes de développement durable au Ghana :

a) **Eau potable pour les communautés rurales**

En 2006, un audit a été réalisé en ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable pour les communautés rurales par le forage de puits. L'objectif était d'éradiquer la maladie du ver de Guinée et de satisfaire l'objectif du développement durable qui est d'approvisionner en eau potable 76 % de la population d'ici 2015.

L'audit a rencontré des difficultés liées au projet, y compris l'acquisition d'une installation d'épuration des eaux à laquelle les communautés affectées étaient tenues de participer à hauteur de 5 %, ce qu'elles ne pouvaient pas se permettre, bloquant ainsi le projet.

Sous l'effet de l'audit, la Banque mondiale est intervenue financièrement pour pouvoir achever le projet et en 2013, la maladie du ver de Guinée était officiellement éradiquée. La couverture d'eau potable rurale a augmenté de 46,6 % en 2006 à 61 % en 2011.

b) **Protection de l'écosystème**

En 2009, un audit de performance a été réalisé dans la gestion des Wetlands (zones humides) au Ghana. Les zones humides sont des habitats pour différentes espèces d'oiseaux et font partie de l'écosystème des régions côtières du Ghana. En hiver, des oiseaux migratoires venant d'Europe y élisent domicile et elles ont été désignées sites RAMSAR.

L'audit a révélé que les activités humaines, c'est-à-dire en s'établissant et éliminant des déchets solides, présentaient et augmentaient le risque d'extinction et de destruction de l'écosystème.

Le parlement a réagi à l'audit, en conséquence les établissements et déchets ont été éliminés des sites. L'évaluation après l'audit doit encore être réalisée ; toutefois, les ornithologues ont fait rapport d'un accroissement de la population ornithologique et d'une diminution des inondations au sein des établissements aux alentours durant la dernière saison des pluies.

c) **Plus grande production alimentaire**

En 2012, une mission de contrôle a été menée dans des programmes du gouvernement pour aider les agriculteurs à accroître la production alimentaire. Les résultats et recommandations de l'audit ont suggéré aux décideurs politiques et aux partenaires du développement d'introduire des mesures et mécanismes qui permettent d'accroître la production alimentaire et la mise en place d'un stock régulateur.

d) **Effet des activités minières**

L'effet des activités d'exploitation d'or sur les communautés locales a fait l'objet d'un audit. Il s'est axé sur les redevances versées aux communautés pour mitiger les effets néfastes des activités minières sur les communautés. Les résultats et recommandations ont identifié la nécessité pour l'Agence de protection environnementale de réaliser une évaluation exhaustive des incidences sur l'environnement, pour suite à donner.

e) **Conservation de la forêt**

Le Programme national de gestion des plantations du gouvernement du Ghana qui prévoit restaurer la couverture forestière du pays, qui avait diminué de 7,5 millions d'hectares en 1990 à 4,9 millions en 2010, a été sujet à un audit de performance, ayant l'objectif d'évaluer la pertinence et l'efficacité du programme.

f) **Infrastructure physique**

Dans le cadre de l'Accord entre les gouvernements du Ghana et du Canada, l'aide budgétaire a été fournie par l'Agence canadienne de développement international (CIDA) afin de mettre en œuvre des Plans de développement au niveau des districts d'Assemblées de districts (Conseils locaux) dans le nord du pays où le degré de pauvreté était élevé. Le projet a permis un accroissement de marchés, et, entre autres, la mise en place de postes de santé et écoles primaires. Les missions de contrôle ont été menées dans le cadre de l'Accord avec le bureau de l'Inspecteur général afin d'assurer l'utilisation des fonds libérés par la CIDA.

23rd UN/INTOSAI Symposium23^e Symposium ONU/INTOSAI

23. VN/INTOSAI Symposium

23° Simposio NU/INTOSAI

الندوة 23 للأمم المتحدة والإنتوساي

2 – 4 March 2015, Vienna, Austria

2 – 5 mars 2015, Vienne, Autriche

2. – 4. März 2015, Wien, Österreich

2 al 4 de marzo de 2015, Viena, Austria

مارس / آذار 2015 ، فيينا ، النمسا ، 2 – 4

Topic | Thème | Thema | Tema | الموضوع

UN Post-2015 Development Agenda:

The Role of SAIs and Means of Implementation for Sustainable Development

Agenda de développement de l'après-2015 des Nations Unies :

le rôle des ISC et les moyens pour mettre en œuvre le développement durable

Post-2015 Entwicklungsagenda der Vereinten Nationen:

Rolle der ORKB und Möglichkeiten zur Umsetzung nachhaltiger Entwicklung

Agenda de Desarrollo Post-2015 de las Naciones Unidas:

Papel y Posibilidades de las EFS en la Implementación del Desarrollo Sostenible

خطة الأمم المتحدة لما بعد 2015:

دور الأجهزة العليا للرقابة المالية العامة والمحاسبة ووسائل تحقيق التنمية المستدامة

Audit favorisant la croissance : comment le travail des ISC peut-il contribuer à la croissance économique

BASIC PAPER | RAPPORT DE BASE | GRUNDLAGENPAPIER | PONENCIA BA: تقرير أساسي

prepared by | préparé par | verfasst von | elaborado por | من إعداد

ROYAUME-UNI

“Audit favorisant la croissance : comment le travail des ISC peut-il contribuer à la croissance économique”

par Peter Gray, *National Audit Office*, Royaume-Uni

Les ISC doivent apporter une contribution tangible pour aider nos pays à poursuivre la croissance économique durable et, en conséquence, les objectifs de développement de l'après-2015 des Nations Unies. L'audit des états financiers et l'audit de performance ont une contribution à apporter.

La contribution à apporter par l'audit de performance

La croissance économique représente l'un des thèmes qui influent sur notre stratégie d'audit de performance et notre choix des sujets d'audit au Royaume-Uni. Évidemment, de nombreux services publics sont fournis pour d'autres raisons que celles de stimuler uniquement la croissance économique, néanmoins, la croissance est souvent un élément important.

De manière générale, les entreprises veulent mener leurs activités dans des pays avec des finances publiques saines et où de sérieuses tentatives sont entreprises pour réduire la fraude et la corruption. Des ISC fortes et efficaces peuvent assurer que les finances publiques soient bien gérées et que la lutte contre la fraude et la corruption soit prise au sérieux. De plus, des études bien ciblées, par exemple sur les coûts liés à la mise en place de nouvelles entreprises ou les coûts relatifs à la garantie des transits de marchandises par les ports et aéroports de manière rapide et sans perte, peuvent réduire des coûts inutiles pour les entreprises et aider les ISC à être perçues comme des partenaires de croissance et non comme niveau supplémentaire de bureaucratie.

Au Royaume-Uni, nous avons un large consensus sur les facteurs clés qui peuvent entraîner la croissance durable. Ceux-ci vont, par exemple, de l'état de l'infrastructure nationale (transport, énergie, communications), ainsi que de l'éducation et des compétences de la population active à un environnement réglementaire efficace, et un bon accès au financement des investissements.

Notre audit de performance a inclus des tâches dans ces domaines, entre autres :

- sur l'amélioration de l'infrastructure nationale – nous avons publié une série de rapports qui se sont penchés sur la question de voir comment les organismes publics ont envisagé rentabiliser l'aide apportée à de grands projets de transport publics. Ceci comprenait une surveillance étroite sur la façon dont ils estimaient les bénéfices économiques potentiels, la solidité des hypothèses avancées et la sensibilité des résultats des hypothèses d'entrée.
- sur l'amélioration des compétences de la population – nous avons mené des analyses économiques sur les coûts et bénéfices relatifs pour l'économie découlant de personnes suivant différents types d'apprentissage. Nos analyses ont proposé, par exemple, que l'incidence économique qui en découlait variait sensiblement entre les différents types d'apprentissage, avec des implications sur la façon dont ces programmes sont ciblés.
- sur la question d'avoir un régime réglementaire efficace – les entreprises expriment

souvent l'importance d'avoir (1) un régime réglementaire prévisible et efficace, qui fait partie d'un environnement équilibré au sein duquel des décisions d'investissement sont prises. D'autre part, la réglementation est essentielle pour protéger l'environnement, les consommateurs, les employés et la société en tant que telle. Nous avons fait rapport sur :

- (2) l'efficacité et l'efficience de régimes réglementaire individuels ;
- (3) la perception des entreprises ; et
- (4) la qualité des évaluations sous-tendant les propositions pour une nouvelle réglementation.

La contribution à apporter par l'audit externe des états financiers

A première vue, il paraît peut-être plus difficile de reconnaître le lien entre l'audit externe indépendant des états financiers et la croissance économique. Mais les rapports financiers fiables jouent un rôle important lorsqu'il s'agit de faire la lumière sur les actifs et passifs publics.

Notre travail a de plus en plus jeté la lumière sur le fait dans quelle mesure nous créons des passifs qui seront à payer par nos enfants, et même par les enfants de nos enfants. Notre intérêt s'est concentré sur la solidité des estimations de ces passifs en question. Des exemples comprennent le coût du démantèlement des centrales nucléaires ; et l'évaluation des prêts publics par l'État aux étudiants qui fréquentent l'enseignement supérieur.

Pour conclure

Tant l'audit de performance que l'audit externe des états financiers peut largement participer à un débat public mieux informé sur la performance de nos services publics en contribuant au bien-être économique. De ce fait, nous pensons que les ISC jouent un rôle clair qui est celui d'aider nos nations à œuvrer pour les aspirations inscrites dans les objectifs de développement de l'après-2015 des Nations Unies.

1 <http://www.nao.org.uk/report/adult-apprenticeships/>

2 <http://www.nao.org.uk/report/ofcom-the-effectiveness-of-converged-regulation/>

3 <http://www.nao.org.uk/report/business-perceptions-survey-2014/>

4 http://www.nao.org.uk/wp-content/uploads/2012/09/controls_on_regulation_2012.pdf